

MODULES DE FORMATION

---

# MODULE 1

ADMINISTRATION ET GESTION DE  
L'EXPLOITATION PAR LA COOPÉRATIVE MINIÈRE



Publié par :  
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société  
Bonn et Eschborn, Allemagne

Siège du Cobalt for Development:  
Avenue Kalima 426,  
Quartier Mutoshi,  
Commune Manika Kolwezi-RDC

Désignation du projet:

Cobalt for Development (C4D) est un projet de développement mis en œuvre par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH et financé exclusivement par un partenariat interindustriel comprenant BASF, BMW Group, Samsung Electronics, Samsung SDI, Stihl, et Volkswagen Group. Son objectif est d'améliorer les conditions de vie et de travail des mineurs artisanaux de cobalt et de leurs communautés. Pour ce faire, le projet travaille directement avec les mineurs par l'intermédiaire des coopératives locales, des pouvoirs publics et de la société civile. En fin de compte, les objectifs du projet seront atteints en renforçant la conformité juridique, en améliorant la santé et les conditions de travail, en gérant les ressources environnementales et en mettant l'accent sur le bien-être économique et social.

Rédaction: Cobalt for Development Team

Maquette: Gungor Genc

Crédits images: Gungor Genc

La GIZ n'assume aucune garantie en ce qui concerne l'actualité, l'exactitude ou l'exhaustivité du matériel cartographique mis à disposition. Toute responsabilité concernant des dommages ayant été provoqués, de façon directe ou indirecte, par leur utilisation est exclue.

Sur mandat de BASF, BMW Group, Samsung Electronics, Samsung SDI, Stihl, Volkswagen Group.

Date de parution: 19.05.2025

---

**Cobalt**  
pour le Développement



Financé par:



**BMW  
GROUP**



**STIHL**

**VOLKSWAGEN  
GROUP**

Mis en œuvre par:



Avec la collaboration du :



# Modules de formation

## Projet Cobalt pour le Développement

---

### Préface

Le projet Cobalt pour le Développement (C4D), mis en œuvre par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, s'inscrit dans une volonté de créer des chaînes d'approvisionnement responsables à partir de la production minière artisanale dans les zones de production de la République Démocratique du Congo (RDC). Exclusivement financé par un partenariat industriel comprenant BASF, BMW, Samsung SDI, Stihl, et Volkswagen Group, son objectif est d'améliorer les pratiques de production et les conditions de vie des mineurs artisanaux et leur communauté. Son approche consiste à soutenir directement les exploitants miniers artisanaux par l'intermédiaire des coopératives locales qui les encadrent, des autorités officielles et de la société civile. Les activités abordent les difficultés de conformité avec le contexte légal et les normes nationales, notamment celle de l'Entreprise Générale du Cobalt, entité nationale ayant le monopole de la commercialisation des matériaux critiques et stratégiques produits artisanalement en RDC, et qui met en œuvre les sites pilotes artisanaux de cobalt, avec pour objectif la formalisation du secteur.

Un tel soutien se place dans la demande mondiale en forte croissance pour les minerais de cobalt, élément critique pour la transition énergétique et la lutte contre le changement climatique, puisqu'il est un des constituants majeurs des batteries pour l'électro-mobilité, la production et le stockage de l'énergie renouvelable, entre autres. Or, la RDC détient plus de la moitié des réserves mondiales de cobalt et on estime qu'entre 10 à 30% de cette production provient de ressources exploitées de manière artisanale. Les industries recourant à cette ressource souhaitent garantir une production qui respecte les droits humains, les conditions de travail et minimise les impacts sociaux et environnementaux de ce type de production. Faiblement soutenus et ayant un accès très limité aux ressources nécessaires, les exploitants miniers artisanaux sont très exposés aux risques liés à leur activité, connaissent des difficultés pour travailler en conformité avec la loi, et ne réalisent pas d'activités atténuant les impacts environnementaux. Leur situation leur offre également peu de possibilités pour améliorer leurs techniques d'exploitation.

Dans ce cadre, le projet C4D a souhaité mettre en œuvre une méthode menant vers l'amélioration des pratiques qui puisse être répliquée et diffusée dans tous les modes d'exploitation artisanaux de minerais de cobalt, et de cuivre, auquel il est souvent associé. Un programme de formation a été mis au point et testé auprès de coopératives minières « pilotes », puis affiné dans son contenu et sa forme. L'application s'est accompagnée d'accompagnement des coopératives pour la mise en œuvre de meilleures pratiques sur le plan technique, environnemental et de santé et sécurité au travail. Constitué de cinq modules rédigés en français et accompagnés d'exemples concrets, ces documents pédagogiques sont destinés avant tout à des formateurs participant à un projet, à des organisations de la société civile, et à des personnes ayant une fonction d'encadrement du secteur minier artisanal, comme le Service d'Assistance à l'Exploitation Minière Artisanale et à Petite Échelle (SAEMAPE). Ces modules, disponibles librement sur internet, ont pour visée d'être diffusés, utilisés et améliorés par de futurs utilisateurs. Ils sont accompagnés de présentations au format digital et destinées aux formateurs.

Les contenus abordent en premier lieu l'organisation interne des coopératives, l'organe de base défini par la loi encadrant l'activité minière artisanale, et leurs capacités à gérer un changement progressif dans les pratiques des exploitants miniers, au niveau des équipes indépendantes et des travailleurs.

Ils se basent sur la capacité de ces entités à mettre en œuvre les autres modules, qui abordent les questions relatives à la santé et la sécurité au travail, la protection de l'environnement, les relations sociales avec la communauté, les techniques minières adaptées et le respect des contraintes légales nationales. Les modules introduisent aussi la notion de « chaîne d'approvisionnement responsable » dans l'optique de leur participation à des systèmes mettant en œuvre le devoir de diligence définie par l'OCDE. Présentant des méthodes taillées sur mesure pour ce type d'exploitation, tenant compte d'un accès limité aux technologies et au financement, les modules se veulent pratiques et abordables, utilisant les connaissances d'ingénierie minière « informelle » qui caractérise la manière dont les exploitants miniers artisanaux réussissent collectivement à extraire, traiter et vendre ces minerais si demandés. Les modules de formation viennent également combler un vide de matériel didactique en français et Swahili, destiné à l'appui de la formalisation de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle. Ils couvrent cinq thèmes majeurs, chacun thématissant un domaine clé de l'exploitation responsable en ASM. Précisément, ceux-ci couvrent respectivement les thématiques suivantes : 1. Administration et gestion de l'exploitation par la coopérative minière ; 2. Hygiène, santé et sécurité dans l'exploitation minière et à petite échelle ; 3. Gestion des impacts environnementaux et sociaux ; 4. Équipements de protection individuelle ; ainsi que 5. Techniques d'exploitation minière artisanale.

Ces modules ont été développés à travers les connaissances pratiques glanées par les coopératives ASM et les mineurs eux-mêmes, reflétant ainsi les problèmes réels ainsi que l'expérience de terrain. Ils sont destinés à être améliorés de manière incrémentale et enrichis par les retours d'expérience après une première mise en œuvre. En outre, ils sont expressément destinés à remédier à des problèmes transversaux, tels que l'inclusion de la problématique de genre, dans des versions futures. Enfin, ces modules ont été développés spécifiquement dans le contexte des mines ASM en DRC. Bien que leur focale soit portée sur le secteur du cobalt, ils offrent également – peut-être pour la première fois – une approche tangible et accessible à des parties prenantes francophones dans le secteur ASM, indépendamment de leur contexte d'origine.



## Contenu

<b>1 OBLIGATIONS LÉGALES ET ADMINISTRATIVES D'UNE COOPÉRATIVE MINIÈRE</b>	<b>9</b>
1.1 Documentation légale	11
1.2 Composition d'une coopérative	12
1.3 Outils administratifs	14
1.4 Politiques d'engagement et de responsabilité	15
1.5 Le standard CTC	17
1.6 Le standard CRAFT	18
<b>2 MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME DE GESTION DU SITE MINIER</b>	<b>21</b>
2.1 La structure d'un site minier	23
2.2 Les cellules techniques et opérationnelles	24
2.3 Tableau récapitulatif des rôles et des responsabilités des différentes cellules	31
<b>3 PLANIFICATION, SUIVI ET ÉVALUATION DES ACTIVITÉS DU SITE MINIER</b>	<b>34</b>
3.1 Planification	36
3.2 Le suivi	41
3.3 L'évaluation	43
<b>4 LÉGISLATION SUR LES COOPÉRATIVES MINIÈRES</b>	<b>46</b>
4.1 Le Code Minier et le Règlement Minier	48
4.2 Les taxes et redevances	49
4.3 La norme Entreprise Générale du Cobalt	50
4.4 L'acte uniforme de l'OHADA	51
4.5 Le guide de l'OCDE sur le devoir de diligence	52
<b>5 ANNEXES</b>	<b>53</b>
5.1 Réponse aux exercices	54
5.2 Exemple de registre des travailleurs	58
5.3 Exemple d'un Plan de Manuel de Procédures	58
5.4 Tableau de production	60
5.5 Norme EGC applicable aux coopératives	60
5.6 Code et Règlement minier applicable à l'exploitation minière artisanale	66



## Objectifs du module

- Partager les connaissances et les compétences pour une meilleure gestion administrative et opérationnelle d'un site minier par une coopérative ;
- Donner un aperçu des initiatives internationales qui soutiennent une amélioration des pratiques et de l'organisation interne ;
- Fournir aux responsables des coopératives les instruments nécessaires pour mieux gérer leur site minier et leur exploitation ;
- Détailler les mécanismes d'organisation qui aboutissent à :
  - Améliorer la gestion de la production,
  - Mieux encadrer les exploitants miniers artisanaux,
  - Mieux gérer les équipements,
  - Se maintenir en conformité avec les réglementations nationales et internationales,
  - Obtenir un tableau des données d'exploitation de la coopérative,
  - Assurer une meilleure gestion des politiques et des risques de santé, de sécurité et d'environnement dans les mines,
  - Être en capacité de mettre en place des pratiques responsables d'exploitation minière artisanale.

Conscient que l'activité minière est complexe et doit être conduite dans le respect de certaines règles de gestion, ce module se veut être un guide d'organisation des sites miniers artisanaux. Il se base sur des notions de gestion empruntées à d'autres secteurs productifs et revues à la lumière des réalités des mines artisanales. Pour ce cas, les mines artisanales ou semi-industrielles de cobalt de la RDC ont été choisies comme canevas de développement de ce module. Il n'aborde pas les questions relatives à l'optimisation de la production et à la planification minière qui sont exposées dans le **Module 5** sur les aspects techniques.



## GroupeS cibles

Ce module a été développé à l'intention des acteurs du secteur minier et des chaînes d'approvisionnement des produits provenant de l'exploitation minière artisanale. En particulier :

- Les gestionnaires des coopératives et les membres des équipes de gestion et de surveillance ;
- Les agences et services de l'État en charge de la gestion du secteur minier artisanal comme outil de travail et de formation des nouveaux agents ;
- Les employés des organismes et des projets œuvrant dans le secteur minier artisanal ;
- Les acteurs de la société civile comme document d'appui aux communautés minières qu'ils accompagnent.



## Introduction

L'exploitation minière artisanale, bien que prenant une part importante dans la vie des communautés vulnérables des zones minières, a longtemps été organisée selon des schémas traditionnels et locaux qui ne s'accordent pas avec les obligations légales de l'économie formelle. Le gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC) a commencé à prendre des mesures d'encadrement et c'est pourquoi depuis 2002 l'artisanat minier est pris en compte dans le Code minier de la RDC, conduisant à des obligations administratives de la part des entités minières. Depuis 2018 avec l'avènement du nouveau code, la RDC a été plus loin dans sa volonté d'organiser l'artisanat minier en exigeant que toute personne désireuse de pratiquer l'artisanat minier se doit de le faire sous une structure dite « coopérative ». Les coopératives minières devenant ainsi les principales entités responsables de l'activité minière artisanale face à l'autorité publique.

Cependant les difficultés de conformité et de gestion administrative des coopératives évoluent peu, ce qui se traduit par un manque d'évolution des pratiques sur les sites, comme le nombre d'accidents qui ne diminue pas. La capacité des coopératives à gérer l'exploitation minière artisanale est questionnée. Les coopératives sont-elles créées sur une bonne base et respectent-elles les principes de l'acte uniforme OHADA ? Font-elles ce qu'il faut pour assurer le fonctionnement de leur site ? L'encadrement des exploitants se fait-il de manière optimale ? Il est difficile de répondre à ces questions par un oui ou par un non, car certaines coopératives font des efforts tandis que d'autres restent à un niveau strictement nécessaire de gestion.

### Clarification des définitions

<b>OHADA</b>	L'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires existe depuis 1993, elle a été créée par 17 pays africains qui a pour objectifs de proposer un cadre juridique commun entre ses membres pour faciliter le climat des affaires.
<b>CIRGL</b>	La Conférence internationale sur la région des Grands Lacs est une organisation qui regroupe les États africains autour des grands lacs.
<b>CTC</b>	Le Certified Trading Chains (ou chaînes de commercialisation certifiées en français) est un standard de production minière artisanale qui répond aux exigences du marché international en matière de respect des droits de l'homme, de transparence et gouvernance, ainsi qu'aux attentes sur la réduction des impacts sociaux et environnementaux négatifs. Reconnu en RDC, il est appliqué à la production d'or, étain, tungstène et tantale artisanal.
<b>OCDE</b>	L'Organisation de coopération et de développement économiques est une organisation de plusieurs pays provenant des zones industrialisées qui partagent l'approche d'un régime démocratique et d'une économie de marché. L'OCDE a produit depuis les années 2010, avec la CIRGL, des règles d'engagement pour la commercialisation des produits miniers artisanaux appelés « devoir de diligence pour les chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflits ou à haut risque », aujourd'hui repris de manière universelle.

Il est important que les gestionnaires des sites miniers artisanaux aient la capacité de respecter les réglementations nationales et - dans le cas de la RDC - de la réglementation imposée par la CIRGL qui s'applique, soit le Mécanisme Régional de Certification. Un dispositif récent de réglementation du marché du cobalt a été mis en œuvre dans le pays par la création de l'Entreprise Générale du Cobalt, qui a la charge de la gestion du marché de ce minéral. Il est tout aussi important qu'elles connaissent aussi les principes qui s'appliquent sur le marché international, en particulier le concept de devoir de diligence de l'OCDE qui forme la base de nombreuses initiatives d'approvisionnement dit « responsable ». Enfin, une bonne administration

de la coopérative passe par des outils de gestion qui permettent de mieux piloter l'exploitation et l'application de principes qui sont guidés par l'OHADA. La gestion peut s'améliorer si des procédures des activités présentes sur le site sont mises en place et si elles sont contrôlées et suivies de manière régulière.

Pour permettre ainsi aux coopératives de travailler dans le sens de ces politiques, ce module développe des séances qui aideront les coopératives à connaître les bases légales de l'administration et la structure de gouvernance de leur organisation et les prépareront mieux à la coopération avec des initiatives de chaînes d'approvisionnement appliquant le principe de devoir de diligence. Les notions de planification, de suivi et d'évaluation de leurs activités sont développées pour permettre un meilleur accompagnement de l'exploitation et du développement de l'organisation. Ce module doit constituer le socle sur lequel reposent tous les autres modules de cette formation, qui requièrent une solide capacité organisationnelle interne et une gouvernance transparente au service de tous les acteurs de la coopérative.



## Le plan du module

Séance	Objectifs
<b>Séance 1</b> Principes légaux et administratifs d'une coopérative minière	Cette séance aborde la question de la documentation légale nécessaire pour l'existence de la coopérative. Elle détaille également sa composition et son fonctionnement en rapport avec les concepts développés par l'OHADA et les outils administratifs qu'elle peut et ceux qu'elle doit mettre en œuvre. La seconde partie la question de l'engagement dans des stratégies d'amélioration des pratiques, en particulier sur les droits humains. Cette séance permettra aussi aux coopératives de comprendre le processus de devoir de diligence en rapport avec les mécanismes volontaires qui ouvrent le marché international et les exigences de la norme produite par EGC.
<b>Séance 2</b> Mise en place d'un système de gestion du site minier	La séance aborde la question de la structure type d'un site minier et le mode d'organisation par cellules opérationnelles permettant de gérer les diverses facettes de l'activité. Elle détaille les rôles, objectifs et fonctionnement des principales cellules.
<b>Séance 3</b> Planification, suivi et évaluation des activités du site minier	Cette séance permet de comprendre l'importance d'avoir un bon système de planification, ainsi qu'un système de suivi et d'évaluation pour une coopérative dans la gestion de son site. Mais aussi, la séance permet de fournir des outils pour la planification et une progression constante dans l'optimisation de la gestion.
<b>Séance 4</b> Législation applicable aux coopératives minières	Cette séance aborde le contexte légal applicable à l'exploitation minière artisanale de cobalt et cuivre réalisée par une coopérative minière. Elle détaille les éléments relatifs aux coopératives contenus dans le Code minier et son Règlement - y compris le contenu du code de conduite des coopératives minière et de l'exploitant artisanal -, ainsi que dans l'acte uniforme de l'OHADA.



# SEANCE 1

## OBLIGATIONS LÉGALES ET ADMINISTRATIVES D'UNE COOPÉRATIVE MINIÈRE



### Objectifs du séance

- Aborder et expliquer les exigences légales l'existence et la gestion des coopératives et de leurs droits d'exploitation ;
- Donner un aperçu de l'organisation administrative et des documents clés que doit posséder une coopérative ;
- Apporter une vue générale du processus de devoir de diligence et des exigences que ce processus implique pour les coopératives, dans le cadre de la norme EGC.



### Introduction



Cette session traite des fondements juridiques et organisationnels d'une coopérative minière et de ses activités. Quatre thèmes principaux seront introduits ici comme un premier pas vers la gestion responsable d'un site minier artisanal. Le reste de ce module est basé sur ces principes et les développe plus avant.

La première partie examine la question des exigences légales, tant pour la coopérative que pour le site minier. Ensuite, un exemple d'organigramme est présenté, suivi d'une liste des principaux documents administratifs nécessaires à la gestion d'une coopérative et à l'exploitation d'un site minier artisanal. Enfin, le principe de devoir de diligence dans les chaînes d'approvisionnement est exposé et les exigences de la norme de l'Entreprise Générale du Cobalt sont résumées.



## Testez vos connaissances

Pour commencer cette séance testez vos connaissances en répondant aux questions suivantes. Lisez ensuite la séance et, à la fin, vous pourrez repasser le test et vérifier si vous vous êtes amélioré.

Questions	Vrai ? 	Faux ? 
Une coopérative ne peut avoir une autorisation légale d'exploitation que si elle se trouve sur une Zone d'Exploitation Artisanale (ZEA).		
Une coopérative n'est déclarée que lorsqu'elle possède ses documents légaux.		
Le concept de devoir de diligence s'applique à la RDC.		
Un organigramme facilite la communication et prévient des frustrations.		
La commercialisation des produits avec l'EGC exige d'atténuer les risques de violations des droits humains.		



## 1.1 Documentation légale

La première étape pour mettre en place une bonne administration est de se conformer à toutes les exigences légales pour les coopératives et leurs activités minières. Une coopérative ne peut s'engager dans l'exploitation minière artisanale légale que si elle possède tous les documents légaux qui lui permettront de légaliser son existence d'une part et son droit d'exercer une activité minière d'autre part. Ce sont les documents officiels d'existence et de fonctionnement. C'est aussi un très bon moyen de lutter contre les tentatives de corruption et d'extorsion auxquelles les coopératives peuvent être soumises.

Le respect de cette législation nationale fait également partie intégrante du respect des normes nationales et internationales relatives à la chaîne d'approvisionnement, telles que la CTC ou l'OCDE, car le fondement de ces normes est toujours le respect de la législation nationale.

### Documents clefs de l'existence de la coopérative :

- **Les statuts** : Les statuts définissent les engagements qui lient les sociétaires ou membres de la coopérative. Ce sont ces statuts qui en fixent les règles de fonctionnement, définissent les principes d'adhésion, de gestion des pouvoirs et des obligations des membres, mais également de la gestion des revenus. Ils doivent être signés par tous les membres de la coopérative ;
- **Le règlement intérieur** : ce document contient des éléments additionnels qui n'entrent pas dans les statuts, par exemple le moyen de souscrire des parts supplémentaires, les critères de suspension de coopérateurs, et **surtout** les obligations qui apparaissent nécessaires pour la **réalisation des objectifs de la coopérative**. À ce titre, le règlement intérieur est appelé à évoluer en fonction de l'évolution des activités de la coopérative. Ses dispositions sont approuvées en assemblée générale. ;
- **L'acte constitutif** de la coopérative : Il s'agit du compte-rendu de l'assemblée générale constitutive comprenant la liste et qualité des membres, ainsi que l'approbation des statuts ;
- **L'agrément de la coopérative** : autorisation officielle de fonctionnement de la coopérative par le gouvernement central.

### Documents officiels de fonctionnement de la coopérative :

Pour pouvoir exploiter, la coopérative doit obtenir l'agrément du ministre des Mines. Si la coopérative travaille sur une zone d'exploitation artisanale (ZEA) :

- Copie de la création et de la ZEA ;
- Lettre d'affectation de la ZEA.

Si la coopérative travaille sur un permis d'exploitation (PE), un permis de recherche (PR) ou un permis d'exploitation de petite mine (PEPM) :

- Accord valide entre la coopérative et le titulaire du titre minier ;
- Cet accord peut être donné par l'intermédiaire d'un tiers, mais il doit toujours émaner du titulaire du titre minier. Par exemple, le titulaire d'une concession signe un accord avec le gouvernement provincial pour autoriser l'EMAPE dans sa concession. Le gouvernement provincial signe un protocole d'accord avec une coopérative pour ce site ;
- Selon le Code minier, les titulaires de concessions peuvent céder la partie de leur permis qui concerne les exploitations artisanales pour les convertir en ZEA.

### EMAPE

L'Exploitation minière artisanale et à petite échelle. Elle se définit en général par le fait que les techniques d'exploitation ne font pas appel à une mécanisation systématique mais plutôt à une haute intensité de main d'œuvre et des capitaux d'investissement modérés. La taille de l'exploitation est très variable, de quelques dizaines de travailleurs à plusieurs milliers.

En résumé, la légalité de l'exploitation minière en RDC signifie que :

1. La coopérative doit être légalement déclarée et agréée par le ministre des Mines ;
2. La coopérative doit avoir un droit déclaré d'exploitation en vigueur ;
3. Les membres de la coopérative qui exploitent doivent avoir une carte de creuseur à jour.

## 1.2 Composition d'une coopérative

Sur le plan opérationnel, une coopérative minière est plus efficace si elle possède une structure avec des responsabilités claires et une hiérarchie bien définie. Depuis les différentes cellules opérationnelles du site, en passant par le niveau de gestion, la direction, qui rend des comptes aux membres de la coopérative qui la gouvernent. Ce type de schéma de structure s'appelle un organigramme. Il représente schématiquement les liens et les relations fonctionnelles, organisationnelles et hiérarchiques qui existent entre les sous-structures et les individus. Il indique les personnes responsables de chaque poste, la répartition de leurs tâches et leur appartenance aux différentes directions ou départements.

Un organigramme bien développé et clair présente de nombreux avantages pour le travail quotidien d'une coopérative :

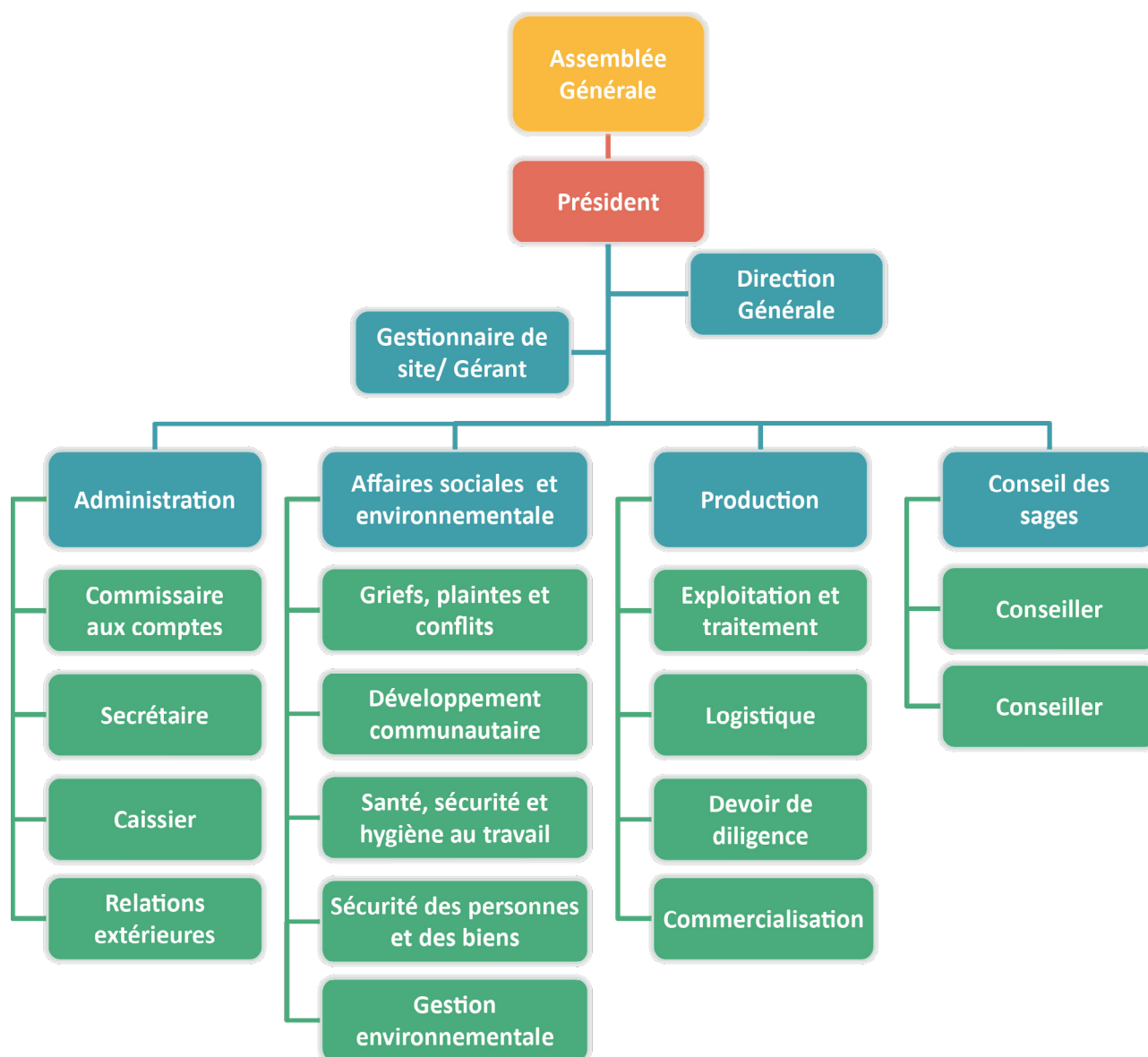
- Clarification des rôles et des responsabilités et des délégations de pouvoir ;
- Facilitation de communication et prévention des frustrations ;
- Assurance de l'efficacité des processus de gestion et de contrôle ;
- Transparence de la gestion et de la structure de propriété d'une coopérative ;
- Prévention des conflits d'intérêts.

Il existe bien sûr de nombreuses possibilités pour l'organisation d'une coopérative. Certaines coopératives peuvent combiner certaines cellules techniques ou en créer d'autres, qui **répondent à des besoins identifiés**.

La RDC a ratifié en 2010 une convention avec de nombreux autres États d'Afrique qui unifie la forme des sociétés coopératives, appelé l'Acte uniforme du droit des sociétés coopératives. La coopérative y est définie comme une société regroupant plusieurs personnes qui gèrent collectivement l'organisation. La coopérative est donc dotée d'**organes de gouvernance**, dont l'Assemblée Générale - organe de vote des décisions les plus importantes - est le principal. S'y ajoutent le Conseil d'Administration, présidé par le Président de la coopérative, un directoire et éventuellement un comité de surveillance. Le Conseil d'Administration est élu par l'Assemblée Générale et possède des droits étendus de gestion et d'administration de la coopérative. C'est également lui qui nomme le directeur ou gérant de l'exploitation. Le conseil de surveillance est un organe de contrôle qui agit dans l'intérêt de la coopérative et veille au bon fonctionnement générale de la gestion opérationnelle. Il est doté de plusieurs conseillers, dont le nombre et la nature doivent être décidés par l'assemblée générale et/ou le président. Les sont sélectionnés pour leur connaissance des problématiques,



leur parcours historique au sein de la coopérative ou de la communauté et leur expérience. Leur participation est, en principe, désintéressée afin de ne pas créer de conflit d'intérêt et pour que les conseillers gardent leur liberté de parole.



**Figure 1 :** Exemple d'un organigramme d'une coopérative minière. En vert les unités d'organisation ou « cellules », en bleu les directions principales et générale, en rouge la présidence et en jaune l'assemblée générale.

Même si l'assemblée générale est très importante, ce module se concentrera sur les parties techniques et opérationnelles d'une coopérative minière, notamment les rôles et responsabilités des cellules techniques. Chaque acteur doit connaître ses tâches et les limites de ses actions au sein de la coopérative minière. Mais tout doit se faire en fonction de la vision globale, des objectifs opérationnels, et de la nature spécifique des sites miniers de la coopérative.

## 1.3 Outils administratifs

Les outils administratifs sont des informations, sous quelque forme que ce soit, que la coopérative minière utilise régulièrement pour assurer la bonne conduite, la transparence et sa bonne gestion.

La liste ci-dessous ne constitue pas une liste figée de la documentation mais un exemple de ce que peuvent être des outils administratifs. Chaque coopérative peut en avoir plus ou moins en fonction de son mode opérationnel et ses capacités. Toutefois le minimum à avoir pour une bonne gestion de son site se rapporte à certains documents liés à la gestion de la coopérative et ceux liés à la gestion du site minier. C'est le cas pour le respect des exigences de la norme ECG, qui s'appuie sur l'approche préconisée par le guide de devoir de diligence de l'OCDE. Ces documents sont aussi importants dans le cadre d'une adhésion de la coopérative à un programme de production minière responsable et/ou éthique, qui permet d'obtenir de l'appui et d'accéder à des marchés régulés. Il est donc très important de conserver des copies (physiques et sous forme de fichier informatique si possible) de l'ensemble des documents de gestion et gouvernance.

### Documents de gouvernance de la coopérative :

- **Le registre des membres de la coopérative** : ce document retrace l'adhésion ou le départ des membres de la coopérative minière (voir annexe format d'un Registre des membres) ;
- **Les différents procès-verbaux** : (ex. assemblée générale, assemblée ordinaire, assemblée extraordinaire, réunions du conseil d'administration, etc.) ces documents écrits résument ou relatent ce qui a été dit, décidé ou fait au cours d'une réunion. Il peut servir de preuve et de référence pour les actes prévus, et/ou posés par la coopérative minière et aide à les communiquer à tous les membres et travailleurs.
- **Les différents contrats** : l'ensemble contrats d'embauche de personnel, contrats de prestations avec des sous-traitants, ainsi que les accords de partenariats doivent être conservés, en copie originale.

### Documents de gestion du site minier :

- **Registre des mineurs travaillant sur le site** (voir exemple en annexe 5.2) : ce registre permet aux coopératives minières de respecter le nombre maximum des mineurs sur site, de mieux gérer les risques, de calculer la rentabilité, de réagir aux accidents, de suivre les mouvements des EMA, etc. **Il est exigé par la norme ECG** et doit montrer que les mineurs se conforment au code de conduite de l'exploitant artisanal. Il doit comprendre les noms et prénoms de ces derniers mais aussi le numéro de la carte l'autorisant à être sur le site. Cela peut être sa carte de creuseur, d'électeur ou bien la carte de la coopérative ou d'accès au site. Étant donné que ces dernières dépendent toujours d'une équipe il est aussi important de noter le nom de l'équipe ou du chef d'équipe dans laquelle il travaillera ladite journée ;
- **Le manuel de procédures** (voir exemple en annexe 5.3) : ce document rassemble les instructions sur l'ensemble des opérations administratives et opérationnelles de la coopérative minière. Le manuel de procédures spécifie la tâche à faire étapes par étapes (quoi), le niveau de responsabilité (qui), le timing (quand), le lieu de réalisation (où), le mode d'exécution (comment) et l'objectif (pourquoi). Il permet à ce que toute personne prenant un poste pour la première fois soit à mesure de l'exercer. Donc le succès et la continuité d'une procédure ne dépend pas de la présence d'une personne ou non ;
- **Les statistiques de production** (voir exemple en annexe 5.4) : une coopérative minière doit consigner dans un document approprié toutes les productions des minerais reçues de différents membres/équipes par date, site et quantité (voir la teneur si possible). Ce document sert à analyser régulièrement les tendances de production et aide à prendre des décisions pour l'améliorer, mais sert aussi d'élément de traçabilité de la production. Il constitue un document technique et économique important de la coopérative ;
- **Le suivi des incidents et des plaintes** : L'enregistrement de tous les incidents (ex. sécurité, travail des enfants, etc.) et des plaintes permet aux coopératives minières d'améliorer leur fonctionnement.



La tenue des registres détaillés permet également aux coopératives de contrôler l'efficacité de leurs politiques et programmes dans le temps. Dans le cadre d'une politique de gestion des relations avec des personnes tierces, le registre des plaintes peut aussi consigner les griefs déposés par des personnes extérieures à la coopérative, provenant de membres des communautés voisines ou d'autres acteurs économiques qui sont impactés par l'exploitation minière. Il faut souligner que c'est un document qui est souvent exigé dans le cadre du devoir de diligence.

## 1.4 Politiques d'engagement et de responsabilité

Outre la conformité avec le cadre légal et la norme EGC, les sociétés coopératives œuvrant dans le secteur minier peuvent **volontairement** s'engager dans une stratégie vertueuse de production dite « responsable », permettant d'être en conformité avec des initiatives internationales sur la commercialisation de produits miniers extraits dans le cadre de l'EMAPE. Ces initiatives sont en rapport avec le respect des droits humains, car l'extraction artisanale de tantale, tungstène, étain, or, cobalt, cuivre et autres produits miniers sont susceptibles d'alimenter les groupes armés qui sévissent et violent les droits humains dans plusieurs provinces de la RDC et dans de nombreuses régions du monde. Il est important de souligner que l'État Congolais s'est engagé formellement à poursuivre une politique de transparence des industries extractives et d'adhésion au concept de production minière responsable depuis de nombreuses années.

Depuis maintenant plus de 15 ans, l'OCDE développe les « *principes du devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflits ou à haut risque* ». Ce guide, dans sa dernière version étend son champ d'application à l'ensemble des minerais, dont le cobalt et le cuivre. La région des grands lacs, et particulièrement la RDC, est concernée par ces initiatives du fait qu'elle recèle une partie importante des richesses mondiales en minerais. D'où l'apparition d'initiatives nationales et régionales qui, dans le cas de la RDC, peuvent être applicables de manière obligatoires.

### Clarification des mots

<b>OCDE</b>	Organisation de Coopération et de Développement Économique
<b>Devoir de diligence</b>	Il s'agit d'un processus continu et progressif qui demande aux entreprises de la chaîne d'approvisionnement (les acheteurs et utilisateurs des produits miniers) de s'assurer qu'à travers l'achat et l'utilisation de produits miniers elles respectent les droits humains et ne contribuent pas aux conflits. Par extension, ce la signifie qu'elles respectent les législations des pays producteurs et le droit international.
<b>Chaîne d'approvisionnement</b>	Il s'agit de toutes les étapes que suit le minerai, depuis l'extraction par l'EMA, jusqu'à l'utilisation finale. Dans le cas du cobalt, on part d'une étape d'extraction par la coopérative pour aboutir à un fabricant de batteries pour téléphone portable ou pour voitures électriques



Figure 2 : Schéma simplifié de chaîne d'approvisionnement pour le cobalt.

La plupart des initiatives existantes reprennent les notions du guide de l'OCDE et considèrent qu'il s'agit d'une base solide de création d'une production et une consommation responsables. Les principes de fonctionnement sont basés sur l'identification de **risques** de violations de droits humains et de mise en place d'un processus pour les atténuer. Les engagements des parties sont les suivants :

**Pour les acteurs à l'aval de la chaîne :**

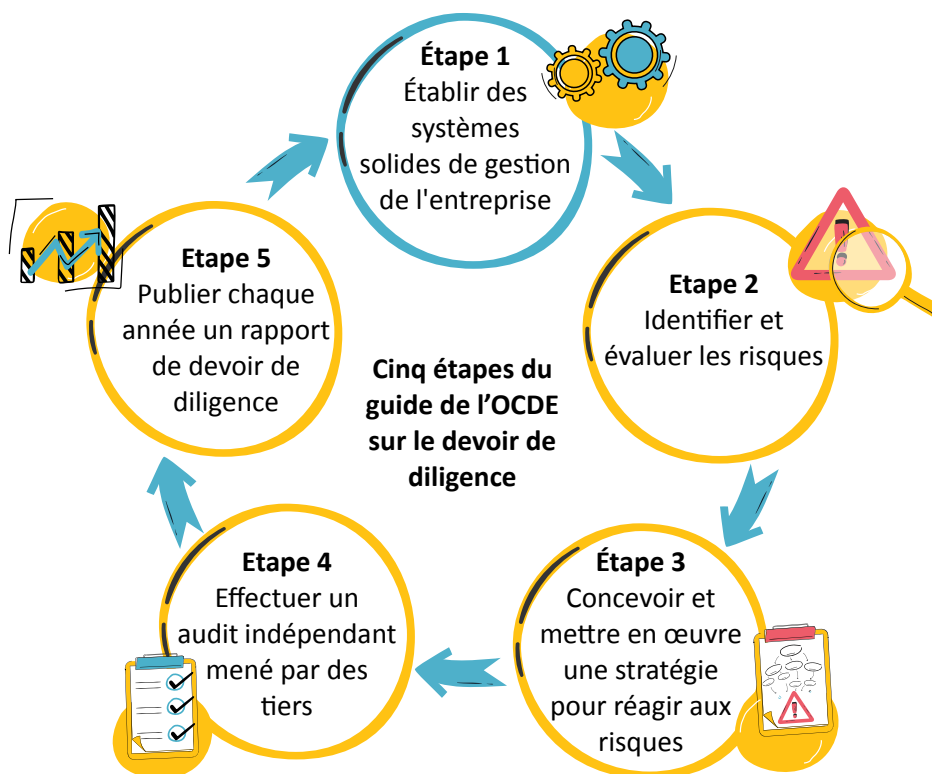
- Engager un processus continu de vérification des risques auprès des acteurs à l'amont de la chaîne (producteurs, premiers acheteurs, exportateurs) ;
- Mettre en place des stratégies d'appui auprès des acteurs à l'amont soutenant l'atténuation de risques identifiés ;
- Réaliser régulièrement des audits ou vérifications (par des entités indépendantes) sur l'atténuation des risques au niveau des étapes amont de la chaîne d'approvisionnement ;
- Produire un rapport annuel sur l'état du processus de devoir de diligence.

**Pour les producteurs et acteurs à l'amont de la chaîne :**

- Mettre en place une stratégie de gestion des risques sur les droits humains ;
- S'engager dans un processus continu et progressif pour atténuer les risques identifiés comme les plus critiques ;
- S'engager vers un mode de gouvernance transparent et proactif.

Ainsi, les coopératives qui s'engagent dans ce processus doivent effectuer des déclarations qui montrent clairement leurs engagements sur les exigences de ce type de standard ou de code de conduite.

Le guide du devoir de diligence indique un processus cyclique et progressif de mise en conformité, comme décrit dans le schéma.



**Figure 3 :** étapes de mise en œuvre du processus de devoir de diligence tel que défini par le guide de l'OCDE.





On doit noter que d'autres initiatives nationales (le CTC) ou internationales (le Mécanisme Régional de Certification, le Code CRAFT) convergent avec les exigences décrites dans la norme EGC, car elles sont construites sur la base commune du guide de l'OCDE. Une coopérative peut donc s'affilier à des initiatives de type CRAFT pour améliorer aussi sa compatibilité avec le cadre de la norme EGC.

## 1.5 Le standard CTC

L'objectif principal du système de certification CTC est d'encourager l'amélioration progressive de la performance dans l'exploitation minière artisanale et à petite échelle guidée par les normes sociales et environnementales durables et responsables, tout en garantissant le respect des Droits Humains, la transparence et la traçabilité des minerais. Pour y parvenir, développe des axes suivants :

- S'aligner sur les principes de base en matière d'approvisionnement responsable en minerais, notamment les initiatives régionales et internationales ;
- Rendre conforme, à la législation nationale, les opérations de production ;
- Protéger les Droits humains en interdisant le travail des enfants, le travail forcé sous toutes ses formes, la torture, les traitements inhumains ;
- Promouvoir le genre ;
- Améliorer les conditions de travail des exploitants artisanaux et des travailleurs, en matière d'Hygiène, Santé et Sécurité au Travail ainsi que leurs conditions sociales ;
- Promouvoir le développement durable en faveur des communautés locales ;
- Protéger l'environnement pendant tout le cycle de vie de la mine (exploration, développement de la mine, exploitation de la mine ainsi que fermeture de la mine) ;
- Promouvoir les chaînes d'approvisionnement propres et responsables.

La dernière mise à jour du standard CTC date de 2019, à la suite de la publication du nouveau Code minier et de son Règlement. Elle étend son domaine d'application à toutes les formes d'exploitation minières en RDC, y compris le cobalt et le cuivre. Néanmoins, la création de l'EGC et la publication subséquente de la norme EGC rendent cette dernière prioritaire pour les coopératives exploitant du cobalt. Les modules de formations s'attacheront donc plus à détailler les exigences formulées par la norme EGC.

Le CTC couvre un spectre relativement large et complet de thématiques attachées aux bonnes pratiques minières, allant au-delà des exigences du guide de l'OCDE. Il est guidé par 5 thématiques majeures, elles-mêmes divisées en une vingtaine de points de conformité :

1. La traçabilité et la transparence,
2. Le travail et les conditions de travail (salaires, conditions sociales et santé et sécurité au travail),
3. La sécurité des biens et des personnes,
4. Le développement communautaire,
5. La protection environnementale.

De ce fait, le standard CTC peut constituer un bon guide pour une coopérative souhaitant s'engager sur une amélioration de ses pratiques. Son approche est basée sur la conformité progressive aux exigences, au moins pour une partie d'entre elles.

## 1.6 Le standard CRAFT

Le standard CRAFT est né du constat de la multiplication des exigences produites par les acteurs du marché sur la production minière artisanale, en l'absence d'un référentiel unique et spécifique, permettant de couvrir l'ensemble des situations rencontrées dans l'EMAPE. Initialement créé pour l'or, il s'étend actuellement à d'autres minerais, dont le cobalt. Dans sa construction et sa conception, le CRAFT peut être adapté à tout type de minerai.

L'objectif de l'initiative est de pouvoir fournir un cadre et une méthode aux exploitations minières artisanales permettant d'émettre une autoévaluation de leur progression vers la conformité avec les exigences du guide de l'OCDE en accord avec les exigences du marché et des initiatives d'exploitation et de commercialisation responsables. D'autres caractéristiques du standard CRAFT sont intéressantes pour l'exploitant artisanal. Sur le plan de la propriété et de la gouvernance, le standard est de source libre, ce qui signifie que le texte peut être adopté ou adapté par toute entité intéressée par son approche. Et, il adopte une approche progressive, qui permet à l'exploitant de réaliser des activités accessibles selon ses moyens, selon une feuille de route tracée et validée avec les acteurs de la chaîne d'approvisionnement.

Le CRAFT suit à la lettre la structure des exigences du guide de l'OCDE, soit :

1. La mise en place d'une structure répondant aux besoins de suivi de l'engagement vers de meilleures pratiques. Concrètement, la coopérative doit confier cette mission à la cellule en charge du processus de devoir de diligence ;
2. Acquérir la légitimité nécessaire pour exercer l'exploitation minière. Dans le cas de la RDC, il s'agit d'acquérir l'existence juridique de la coopérative et les droits d'exploitation pour les membres.
3. Atténuer les risques majeurs (de l'annexe II du guide de l'OCDE) qui requièrent un désengagement des acteurs de la chaîne de valeur en cas d'absence de traitement immédiat. Ce type de critères est respecté ou non.
4. Atténuer les risques majeurs qui peuvent aboutir à un désengagement des acteurs de la chaîne de valeur après l'échec de mesures d'atténuation. La coopérative peut progresser dans la conformité à ces critères.
5. Atténuer des risques qui sont élevés mais ne relèvent pas directement du guide de devoir de diligence de l'OCDE. La nécessité de s'y conformer sont l'expression de souhaits de la part d'acheteurs et d'acteurs de la chaîne qui s'engagent vers un approvisionnement responsable. La coopérative peut acquérir une conformité progressive avec ces critères.

Le processus du CRAFT suit le même que celui défini par le guide de l'OCDE (voir le graphique 3), qui aboutit à la publication d'un rapport, dans ce cas émis par le producteur minier artisanal, la coopérative. Le processus définit des étapes d'audits qui peuvent être de plusieurs natures : une vérification de premier ordre (les producteurs eux-mêmes), de second ordre (producteurs et acteurs de la chaîne d'approvisionnement), et de troisième ordre (auditeurs indépendants). Les rapports CRAFT peuvent être basés sur l'une ou plusieurs de ces vérifications. Il est important de souligner que les besoins d'auditer la chaîne d'approvisionnement (le producteur inclus) sont décidés et financés par les acteurs de la chaîne à l'aval et non par le producteur.



## Que retenir de cela !

### La documentation légale

Une coopérative doit posséder tous les documents juridiques officiels d'existence et de fonctionnement. La coopérative doit être dotée des textes et formulaires essentiels qui la définissent, comme les statuts, le règlement intérieur, et l'acte constitutif. Une mine artisanale légale est située soit sur une ZEA, soit sur un PE ou un PEPM avec l'autorisation écrite du concessionnaire. Le concept de légitimité selon l'OCDE (ou « illégalité tolérée ») ne s'applique pas au Congo.

### La composition d'une coopérative

Un organigramme bien développé clarifie des rôles et des responsabilités, facilite la communication, assure l'efficacité des processus, améliore la transparence, et empêche des conflits d'intérêts. La hiérarchie des rôles doit être clairement établie. Les cellules répondent à des besoins réels d'organisation.

### Les outils administratifs

Les exigences minimales en matière des documents de gestion d'une coopérative comprennent le registre des membres de la coopérative et les différents procès-verbaux, les listes et les statistiques de fréquentation, le manuel des procédures, les statistiques de production, et le suivi des incidents et des plaintes. La norme EGC établie pour la production et la commercialisation du cobalt précise ces exigences.

### L'engagement des coopératives dans des initiatives de production responsable

Les sociétés coopératives œuvrant dans le secteur minier peuvent s'engager volontairement dans des initiatives qui permettent d'accéder plus facilement au marché légal international comme le CRAFT. Elles s'engagent alors dans un processus d'amélioration progressive des pratiques et d'atténuation des principaux risques liés à la gouvernance, aux droits humains ou aux droits de travail. Ce sont des initiatives qui peuvent être portées par les acteurs de la chaîne d'approvisionnement ou par des programmes internationaux d'appui.



## Testez vos connaissances !

Avez-vous bien lu cette séance et voudriez-vous tester vos connaissances de nouveau ? Voici le test et n'oubliez pas que les réponses sont en annexe 5.1.1.

Questions	Vrai ?	Faux ?
Une coopérative ne peut avoir une autorisation légale d'exploitation que si elle se trouve sur une Zone d'Exploitation Artisanale (ZEA).		
Une coopérative n'est déclarée que lorsqu'elle possède ses documents légaux.		
Le concept de devoir de diligence s'applique à la RDC.		
Un organigramme facilite la communication et prévient des frustrations.		
La commercialisation des produits avec l'EGC exige d'atténuer les risques de violations des droits humains.		



## Exercices

Veillez trouver la solution dans l'Annexe 5.1.1.

### Exercice 1.1 :

Avez-vous déjà participé à une assemblée générale de la coopérative ? Si oui, quel est le document qui regroupe toutes les décisions qui ont été prises lors de la réunion ?

### Exercice 1.2 :

Quelles sont les six options parmi ces dix requises pour qu'une coopérative puisse exploiter légalement un site minier artisanal ?

- a. Les statuts de la coopérative ;
- b. Les statistiques de production ;
- c. La coopérative évolue sur une ZEA ;
- d. La coopérative évolue sur un PE/PEPM avec l'autorisation verbale du concessionnaire ;
- e. La coopérative évolue sur un PE/PEPM avec l'autorisation écrite du concessionnaire ;
- f. Le registre des mineurs ;
- g. Le règlement d'ordre intérieur ;
- h. L'organigramme de la coopérative ;
- i. L'acte constitutif de la coopérative ;
- j. L'agrément de la coopérative.

### Exercice 1.3 :

Quels sont les avantages d'un organigramme bien défini ?

- a. Clarification des rôles et des responsabilités ;
- b. Prévention des chevauchements de responsabilités et des conflits d'intérêts ;
- c. Respect d'une obligation légale du Code Minier ;
- d. Facilitation de communication et prévention des frustrations ;
- e. Une distribution plus facile des EPI aux mineurs ;
- f. Transparence de la gestion et de la structure de propriété d'une coopérative ;
- g. Assurance de l'efficacité des processus de gestion et de contrôle ;
- h. Tous les éléments ci-dessus.

# SEANCE 2

## MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME DE GESTION DU SITE MINIER



### Objectifs du séance

- Décrire les différentes structures et lieux qui composent un site minier ;
- Décrire les composantes qui peuvent former la structure opérationnelle d'une coopérative efficace ;
- Visualiser les responsabilités des sous-unités d'une coopérative et leurs interactions dans le cadre de l'exploitation et la vente de la production minière.

Le contexte ici se place dans la dynamique de la gestion d'un site par une coopérative mais peut aussi être utilisé dans le cadre d'un site minier artisanal géré par un opérateur organisé et désireux de professionnaliser son site minier d'exploitation artisanale.



### Introduction



L'activité principale d'une coopérative minière est la production, le transport et la vente des produits miniers. Le cœur de son activité se situe donc dans la gestion du site minier. Cependant, un site minier n'est pas uniquement constitué de la partie où l'on extrait le minerai qu'il s'agisse d'une fosse à ciel ouvert, d'un chantier de surface ou d'un puits souterrain d'extraction. Il est plutôt constitué de l'ensemble des lieux qui participent à la production comme la zone d'accueil ou d'entrée, les hangars, les bureaux, le stockage, les routes, le front d'extraction, les zones de traitement, les points de vente, etc.

Par conséquent, la gestion du site minier requiert la prise en compte de tous ces endroits. À titre d'exemple, un site minier peut bien gérer ses puits d'extraction (entretien, sécurité, etc.) tout en ayant une politique de contrôle d'entrée sur le site qui soit laxiste, faisant courir des risques de sécurité au travail. De même, les zones de lavage du minerai peuvent facilement accepter du minerai externe si le contrôle n'est pas suffisant, ce qui peut poser des problèmes de comptabilité et de traçabilité de la production. Une vue d'ensemble est nécessaire pour que les différentes parties de l'exploitation se complètent le plus efficacement possible. Pour cela, la coopérative doit mettre en œuvre et faire vivre des structures administratives de gestion qui répondent à ses besoins. Cette séance décrit un tel dispositif. La séance suivante (3) sera dédiée aux meilleures approches pour parvenir à satisfaire cet objectif.



## Testez vos connaissances

Pour commencer cette séance testez vos connaissances en répondant aux questions suivantes. Lisez ensuite la séance et, à la fin, vous pourrez repasser le test et vérifier si vous vous êtes amélioré.

Questions	Vrai ? 	Faux ? 
Pour gérer au mieux un site minier il est impératif d'avoir un bon système de gestion.		
Un site minier comporte bien d'autres endroits de la zone d'extraction du minerai.		
La gestion d'un site minier doit se faire impérativement par des cellules ou des commissions ou encore des comités.		
Chaque site d'exploitation doit avoir un nombre standard de cellules.		
Le gestionnaire du site a un rôle peu important.		
La cellule d'exploitation n'est pas importante dans l'organisation de la coopérative.		

## 2.1 La structure d'un site minier

L'extraction, la transformation et la vente de produits miniers requiert de nombreuses interventions et donc de zones qui composent la chaîne de production. Certaines font partie de la création de valeur d'un site minier (ex. le lavage), tandis que d'autres sont des nécessités logistiques ou administratives. Voici quelques exemples :

- Accès et routes,
- Parties administratives (ex. bureaux ou salles de formation),
- Installations sanitaires,
- Zone de production,
- Aire de lavage,
- Site de stockage,
- Zone de déchets, etc.



**Figure 4** : schéma d'un site minier réalisé par les mineurs d'une exploitation d'or en Afrique de l'Ouest. À gauche, les zones d'extraction (souterraine et en surface) et les zones de traitement, puis vers la droite les chemins d'accès, les bureaux, les zones de traitement secondaires (sluice et bas de lavage) et les habitats précaires ou en construction en bas du village. On note aussi la présence de la zone d'accueil avec le parking.

**Note** : ce type d'exercice réalisé en commun dans un atelier permet d'obtenir une vision des EMA sur leur exploitation et d'entrevoir les points d'organisation qui peuvent être améliorés.

Une bonne gestion d'un site minier implique la prise en compte de tous ces lieux. Pour y parvenir, il est essentiel de déléguer la responsabilité à des équipes spécialisées et d'exercer un contrôle central. La section suivante met en évidence un tel système de gestion. On doit aussi ajouter que la notion de gestion inclut aussi la planification de l'exploitation dont le but consiste à optimiser l'évolution de la mine en optimisant les performances et réduisant les coûts. Cet aspect sera abordé dans le module 5.

## 2.2 Les cellules techniques et opérationnelles

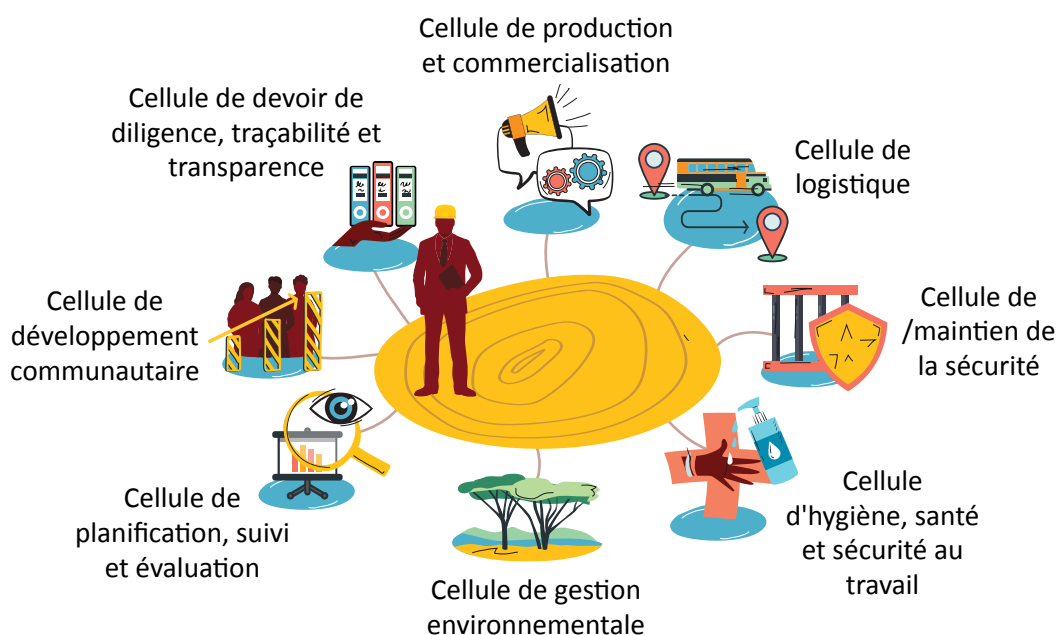
Il est important pour une coopérative minière de bien définir la structure qui correspond à son exploitation et à ses moyens. Un trop grand nombre d'équipes sur une petite exploitation ne ferait qu'apporter une confusion au sein de l'exploitation tout comme un trop petit nombre d'équipe sur une grande exploitation ne permettrait pas un travail efficace. Il est donc important de faire une étude de faisabilité de sa structure afin de définir les besoins avant l'exploitation.

Il s'avère aussi quelquefois que l'exploitation peut grandir au fil du temps, dans ce cas les équipes seront ajoutées au fur et à mesure. L'inverse aussi est valable et des équipes seront plus réduites au fur et à mesure que l'exploitation perd en volume ou que le cours des minerais ne permet pas de maintenir le niveau d'activités.



**Message clé :** Une coopérative bien organisée conduit à une meilleure production, une meilleure gestion des ventes et surtout à un meilleur ratio en termes d'incident sur le site.

Cette séance présente ici un exemple d'un système de gestion constitué d'un gestionnaire du site et diverses cellules techniques :



**Figure 5 :** Système de gestion d'un site minier artisanal.

Il est important de souligner que ce n'est qu'un exemple pour expliquer en détail les différents rôles et responsabilités sur un site minier artisanal. En fin de compte, ces structures doivent être adaptées aux besoins de chaque site minier et de chaque coopérative. Une coopérative doit créer les cellules qui semblent indispensables pour répondre à un besoin d'organisation. L'organisation de l'exploitation et du site est un processus progressif qui peut être néanmoins grandement soutenu par la planification minière.



**Un conseil pratique :** Un site de 1 000 personnes aura une structure de gestion plus complexe qu'un site de 100 personnes du fait de la diversité des équipes, tandis qu'un site de cobalt semi-mécanisé exigera une gestion plus technique qu'un site artisanal du fait de l'usage intense de machines.





### 2.2.1 Le gestionnaire de site

Il est le point central du site minier (voir Figure 1). Tout comme le PDG d'une entreprise, son rôle est de superviser le site sur l'ensemble des aspects productifs : extraction, traitement, gestion des équipes, des intrants, des rejets miniers, agencement rationnel des opérations, etc. Il doit donc parfaitement connaître tous les aspects des opérations de la coopérative et avoir une compréhension profonde de la façon dont la coopérative est organisée et fonctionne. Il doit aussi connaître autant que possible les caractéristiques du gisement.

Il est chargé de mettre en place, de doter en personnel et de contrôler les différentes cellules. Il est essentiel de communiquer efficacement avec toutes les équipes et d'harmoniser leurs efforts. En cas de conflits, le gestionnaire du site joue un rôle clé dans le mécanisme de règlement des plaintes. Il a la décision finale sur tous les aspects commerciaux, juridiques, opérationnels et de représentation (par exemple, l'autorisation des visites sur le site).

Il propose des modifications d'organisation qui sont approuvées par la Direction Générale et, le cas échéant, en assemblée générale. Il est désigné responsable du développement de l'exploitation par les membres de la coopérative et répond de son travail à l'assemblée générale.

#### Responsabilités :

Les responsabilités du gestionnaire du peuvent être les suivantes, entre autres :

- Définit des propositions d'organisation des cellules techniques en fonction des besoins pour l'exploitation ;
- Est chargé des aspects opérationnels, avec parfois certains aspects administratifs et commerciaux, partagés avec la direction générale ;
- Contrôle la coordination entre les cellules techniques, leurs échanges, ainsi que la communication entre les cellules et les EMA ;
- Contrôle la production, les intrants, le matériel et les rejets issus de l'exploitation ;
- Supervise le programme de formation de la coopérative pour ses mineurs artisanaux ;
- Approuve les marchés passés avec la coopérative et la sous-traitance pour les aspects opérationnels, sur validation de la direction générale ;
- Développe les politiques et procédures de la coopérative et veiller à leur mise en œuvre ;
- Partage les données de suivi entre les cellules techniques et avec la direction générale et propose des ajustements du plan opérationnel ;
- Coordonne l'intervention des agents de l'État qui encadrent l'exploitation minière (SAEMAPE, Division des mines) afin de maintenir la conformité requise et travailler de concert avec eux.

### 2.2.2 Cellule d'exploitation

Cette cellule s'assure que tous les aspects de production se déroulent comme planifié. Les membres de cette équipe contrôlent le travail et l'efficacité des équipes d'exploitants artisanaux en s'assurant que les différents équipements nécessaires à la production sont fournis aux exploitants et aux équipes. Elle s'assure de la bonne marche des flux entre l'extraction et le traitement, de la qualité de la production et de la santé et sécurité au travail. Un de ses rôles principaux est d'optimiser la production, sous la direction du gestionnaire de site. Elle contrôle les travaux liés à la production, ceux liés au stockage et au transport et aussi la livraison.

### **Responsabilités :**

Les tâches de cette cellule comprennent, mais ne sont pas limitées à ce qui suit :

Au niveau de la production :

- Vérifier les conditions de production et en faire le suivi ;
- Dispatcher les équipes d'exploitants artisanaux ;
- Former les exploitants artisanaux sur l'utilisation des équipements et nouvelles techniques d'exploitation ;
- Ajuster le planning d'exploitation ;
- Modifier les infrastructures en conséquence pour s'adapter aux changements nécessaires.

Au niveau du stockage/transport :

- Contrôler et enregistrer les stocks ;
- Transporter les minerais du puits au lieu de stockage ;
- Transporter les minerais au dépôt et enregistrer les colis ou tonnage.

Cette cellule est le plus souvent constituée de plusieurs équipes, car elle est très centrale pour l'activité de la coopérative. Certaines équipes ont des rôles techniques :

- Équipe en charge de la découverte et du creusage ;
- Équipe en charge du stockage et ravitaillement et des porteurs ;
- Équipe en charge du transport et des porteurs.

Le nombre de personnes par équipes dépendra de l'importance de l'exploitation. Certaines tâches peuvent être cumulées et donc une équipe peut jouer plusieurs rôles.

### **2.2.3 Cellule de commercialisation**

Cette cellule est très liée à l'exploitation. Elle est chargée du relationnel avec les acheteurs, de la gestion des prix, et du transfert des revenus vers les équipes et la direction de la coopérative. En outre, elle doit s'assurer de la légalité des transactions, entretenir le relationnel avec les autorités de contrôle, notamment les inspecteurs de l'EGC (voir exigences 2.1.4 et 2.5.1 dans l'annexe 5.5).

### **Responsabilités :**

Au niveau de la vente :

- Négocier les prix ;
- Commercialiser les minerais avec les partenaires ou clients potentiels ;
- Produire les statistiques des ventes des minerais ;
- Effectuer la relation avec les clients (plaintes et demandes, car les contrats sont discutés avec le directoire) ;
- Manutention des produits, chargement et déchargement dans les camions.



## 2.2.4 Cellule logistique

La cellule logistique a la charge de la gestion, du contrôle, de la documentation, de l'entretien, du stockage et de la distribution des équipements et matériel du site minier. Par matériel on peut ici parler d'équipement de protection individuelle, des équipements miniers, des infrastructures (routes, bâtiments) et des équipements de support.

La cellule est donc en charge de la maintenance du matériel, qui est également une condition importante pour les activités d'amélioration et de maintien de l'Hygiène, la Santé et la Sécurité au Travail (HSST) sur le site. Elle coordonne donc ses activités avec la cellule HSST. Elle met au point et exécute un plan de maintenance préventive.

### Responsabilités :

Les tâches de cette cellule comprennent, mais ne sont pas limitées à ce qui suit :

- **Mettre en place et réaliser un plan de maintenance** : elle est chargée de mettre en œuvre un plan qui permet de maintenir en ordre de bon fonctionnement l'ensemble du matériel et des structures de du site minier. Ce plan sera développé dans le module 2 sur la HSST.
- **Gérer les Équipements de Protection Personnelle (EPI)** : pour une gestion adéquate d'EPI, un module a été développé qui parle des types d'équipement, de leur distribution, entretien et de leur gestion. Il est important de savoir que la coopérative ou la structure doit désigner des personnes attitrées pour la gestion de ces EPI.
- **Gérer les équipements miniers** : il est important d'avoir une équipe désignée et formée pour être en charge des équipements miniers. La coopérative minière peut recourir à un certain nombre d'équipements miniers et cela exige une expertise pour le choix (en fonction des besoins), l'acquisition, l'utilisation et la maintenance. Cette dernière va aussi s'occuper de la gestion de ces outils et équipements (stocker, distribuer les outils) avec les exploitants.
- **Gérer les équipements de support** : la coopérative a besoin d'équipements de tout genre pour son fonctionnement mais aussi de se ravitailler en différents matériels comme le carburant. C'est pour cela, elle doit se doter d'équipes permettant de faire un suivi quotidien et s'assurer d'un éventuel ravitaillement à travers une planification efficace.

## 2.2.5 Cellule de sécurité

La cellule de sécurité a pour rôle principal d'assurer la sécurité du site, que l'on entend ici par la protection des personnes, des biens et des structures de la coopérative. Elle s'assure que la sécurité du site est respectée par chacun, gère les conflits au sein des équipes, mais aussi les agressions possibles venant de l'extérieur. Dans le cas où il y aurait un service de sécurité sur le site, la cellule de sécurité a la charge de la gestion de ce service. La norme EGC (voir point 2.7 en annexe 5.5) prévoit que des agents de l'organisation soient présents et coopèrent avec la cellule. Le service de sécurité sur le site ne doit pas être armé (norme de l'EGC) mais doit être respecté par l'ensemble des acteurs sur le site.

Tous les membres de cette cellule doivent être formés et sensibilisés aux notions de violations des droits de l'homme, de discrimination (en particulier de genre), des formes de violence, sur l'extorsion et la corruption comme le précise la norme EGC. La cellule travaille en rapport étroit avec la cellule chargée de la gestion des plaintes et griefs pouvant survenir au sein de l'exploitation ou provenant de l'extérieur. Elle est également en contact étroit avec la Division des mines, les représentants locaux de la police ou des forces armées, et les représentants EGC.

## Responsabilités :

Les tâches de cette cellule comprennent, mais ne sont pas limitées à ce qui suit :

- **Vulgariser les règles de sécurité et assurer la formation des exploitants** : les règles de sécurité de la coopérative ne peuvent être respectées que si elles sont largement communiquées et expliquées aux mineurs. La cellule de sécurité est chargée de cette tâche de vulgarisation mais aussi de mettre en place un programme de formation pour tous les mineurs ;
- **Contrôler des entrées et des sorties** : afin de posséder une maîtrise de la fréquentation du site, la cellule devra avoir un nombre de personnes suffisant et qualifiées qui pourront mettre en application et faire le suivi de procédures d'entrées en début et fin d'activités mais aussi tout au long de la journée. Une procédure de contrôles des entrées et sorties est proposée en annexe. Elle tient à jour des cahiers de présences journalières des exploitants artisanaux et de la composition des équipes de ces derniers ;
- **Gérer les conflits internes** : la cellule de sécurité possède un rôle de maintien de l'ordre, elle doit garantir l'absence d'agression physiques ou verbales au sein du site ;
- **Prévenir les agressions extérieures** : elle est en charge de la surveillance du site, doit prévenir les tentatives de vols, agressions et pressions exercées sur la coopérative ;
- **Contrôler la présence d'armes et de substances interdites** sur le site minier.

Cette cellule clef est généralement sous la responsabilité directe de la Direction générale de la coopérative.

### 2.2.6 Cellule d'hygiène, santé et sécurité au travail (HSST)

Le rôle de cette cellule est de s'assurer des bonnes conditions d'hygiène et de sécurité sur le site et que la politique de la coopérative minière en la matière est respectée. Elle est chargée de définir la stratégie de santé, sécurité et hygiène au travail sur l'ensemble du site minier. En pratique, cela implique de bien connaître les opérations d'extraction et traitement, afin d'identifier les dangers et les risques d'exposition des EMA. Elle est en contact permanent avec les équipes. Elle recense les maladies et accidents qui surviennent et établit des rapports suite aux accidents miniers. Elle est en rapport direct avec la division des mines et l'EGC pour assurer la transmission des déclarations (voir les dispositions obligatoires 2.11, 2.12 et 2.14 de la norme en annexe 5.5). Elle gère également les installations sanitaires et de santé. Il s'agit notamment du poste de premiers secours, des blocs sanitaires et de l'approvisionnement en eau potable. En outre, cette cellule doit former les mineurs afin qu'ils sachent comment accéder à ces installations ou les utiliser. Elle doit mettre en œuvre le programme de communication et formation concernant tous les aspects de HSST sur le site. Le **Module 2** détaille la stratégie de HSST qui doit être développée par la coopérative.

- **Identifier les dangers et établir une stratégie d'atténuation des risques** : il s'agit de déceler les dangers sur l'ensemble des postes de travail et d'établir, en coordination avec les EMA et la direction générale, les meilleures solutions de réduction de l'exposition aux dangers.
- **Vérifier les installations du site minier** : l'état des puits, des galeries, des parois et des routes pour contrôler leur état et proposer des réparations et des améliorations ;
- **Veiller au respect des consignes de préventions** : contrôler le port d'EPI, le respect des signalisations pour certaines zones et le respect des autres règles de sécurité mises en place par la coopérative ;
- **Contrôler la sécurité des équipements miniers et de support** : s'assurer que les équipements miniers sont bien présents, prendre en charge la sécurisation des équipements à savoir les engins, les générateurs, mais aussi le stock d'EPI en coordination avec la cellule logistique
- **Mettre en place la stratégie de communication et le plan de formation** des EMA, mais aussi des acteurs extérieurs sur la HSST. La cellule est aussi en charge de mettre en place tous les éléments de sensibilisation ;



- **Mettre l'exploitation en conformité avec la réglementation** : le contexte légal (Code minier, norme EGC) impose certaines exigences minimales de santé et sécurité au travail qui doivent être respectées ;
- **Assurer la formation aux premiers secours et porter secours en cas d'accident** : Identifier et former les membres de la coopérative en tant que premiers secours, par exemple avec l'appui de la Croix-Rouge.

### 2.2.7 Cellule de gestion environnementale

La cellule environnement assure la gestion environnementale sur et en dehors du site. Comme expliqué en détail dans le **Module 3** de gestion environnementale, cela implique d'identifier les impacts environnementaux, de développer des mesures d'atténuation, de superviser leur mise en œuvre et de contrôler et surveiller leur efficacité. Cette cellule est également le principal interlocuteur pour tout audit ou inspections environnementaux prévus sur le site.

#### Responsabilités :

Les tâches de cette cellule comprennent, mais ne sont pas limitées à ce qui suit :

- Sensibiliser la coopérative et les communautés environnantes sur la protection de l'environnement ;
- Vulgariser des règles environnementales et former les exploitants pour leur permettre d'adapter leurs pratiques minières afin qu'elles soient plus respectueuses de l'environnement ;
- Effectuer une évaluation des incidences sur l'environnement, qui comprend l'identification, l'analyse, l'évaluation et le développement des mesures d'atténuation de tous les impacts environnementaux liés à l'exploitation minière ;
- La mise en œuvre des mesures et stratégies de réduction ou d'atténuation des impacts environnementaux ;
- Proposer et contrôler la mise en œuvre de mesures de réhabilitation du site, remblayage et reboisement ;
- Surveiller conjointement avec les communautés environnantes la qualité du sol, de l'eau et de l'air ;
- Facilitation des audits ou inspections environnementaux.

Les responsabilités permettent aussi de se conformer aux exigences 2.13 de la norme EGC (voir annexe 5.5)

### 2.2.8 Cellule de développement communautaire

Au regard de l'acte OHADA, les coopératives minières sont considérées comme des « sociétés coopératives » avec les mêmes responsabilités. De ce fait, les coopératives minières doivent penser au développement des communautés dans lesquelles elles opèrent. Dans le cas de la RDC, il existe toute une législation autour de cette thématique, et de nombreux pays miniers prennent en compte l'impact sur la communauté dans leur législation.

Si l'exploitation minière artisanale génère en général des impacts socioéconomiques positifs sur la communauté, elle peut être également source de problèmes. La gestion des attentes, ainsi que les impacts sociaux négatifs doivent être gérés par la coopérative. C'est le rôle principal de la cellule dédiée aux relations avec ces communautés.

Cette cellule est également chargée de gérer les conflits auxquels est exposée la coopérative. Il peut s'agir de griefs exprimés par des membres de la communauté, d'autres acteurs économiques alentour, ou en interne par des mineurs artisanaux.

Elle maintient la communication avec la communauté, gère les actions sociales effectuées par la coopérative envers la communauté, et gère aussi les relations entre la direction de la coopérative et les mineurs artisanaux.

### Responsabilités :

Les tâches de cette cellule comprennent, mais ne sont pas limitées à ce qui suit :

- Organiser et conduire les consultations et discussions avec les représentants des communautés ;
- Assurer le développement des programmes de développement conjoints et harmonisés avec le plan de développement local ;
- Assurer la communication entre la coopérative minière et la communauté ;
- Conduire la mise en œuvre des programmes ;
- Responsable du mécanisme de plainte lorsque les plaintes concernent la communauté ;
- Mener et organiser les différentes enquêtes/études auprès de la communauté.

### 2.2.9 Cellule de devoir de diligence et transparence

Cette cellule n'est présente que dans les régions où la diligence raisonnable est incluse dans la réglementation minière. Dans l'est de la RDC il est fréquent de voir des personnes en charge de cela. On a vu lors de la première séance que la coopérative doit être en conformité avec les exigences de la norme EGC si elle veut accéder au marché légal. Elle assure donc une liaison constante avec les représentants de l'EGC. Cette cellule a pour rôle de s'assurer de la mise en œuvre du devoir de diligence de la coopérative. Attribuer des compétences à un groupe sur ce sujet est une demande générale du processus prévu par le guide de l'OCDE. Elle peut donc aussi servir à effectuer le suivi d'un processus volontaire dans le cadre d'une chaîne d'approvisionnement spécifique.

### Responsabilités :

Les tâches de cette cellule comprennent, mais ne sont pas limitées à ce qui suit :

- **L'identification et l'atténuation des risques** : au sens du devoir de diligence, la coopérative prend des engagements à réduire les risques de violations des droits humains comme le travail des enfants ou la discrimination des femmes. Pour ce faire, elle met en place un mécanisme d'analyse de ces risques et de classification afin de donner la réponse adéquate. En cela elle est généralement aidée par les acteurs de la chaîne d'approvisionnement tels qu'EGC. L'identification des risques permet de mesurer son importance et prendre des mesures adéquates pour les réduire. Elle doit travailler avec pratiquement toutes les cellules opérationnelles. Il est important de noter que l'atténuation est un processus progressif. Il est donc indispensable qu'elle fixe des priorités sur les risques les plus élevés.
- **Assurer la documentation et le reporting nécessaires** : nous avons vu qu'un certain nombre de documents sont exigibles dans le cadre d'un audit ou d'une inspection. La cellule est celle chargée de rassembler les pièces requises et de les conserver dans un classeur. Elle peut aussi être chargée d'élaborer le rapport de la coopérative quant aux mesures prises pour atténuer les risques identifiés sur les droits humains, la corruption ou d'autres critères faisant partie du devoir de diligence ;
- **Mettre en place le mécanisme de traçabilité interne** : en collaboration avec la cellule exploitation, la cellule de devoir de diligence doit définir la meilleure procédure de traçabilité des produits et des transactions. La cellule doit faire le suivi et la gestion des données, et bien sûr, s'assurer que les contrôles sont effectifs à chaque étape du cheminement du minerai, sur la nature des transactions et les différents acteurs. Le suivi physique et documentaire depuis l'extraction jusqu'au premier point de vente sont des garanties fortes qu'aucune production étrangère au site n'est mélangée à la production de la coopérative. En d'autres termes, cette surveillance garantit que la production vendue par le site est effectuée dans des conditions « responsables », c'est-à-dire observant les exigences de la norme EGC et du Guide de l'OCDE ;
- **Conformité des procédures de diligence raisonnable et mise en œuvre des politiques** : dans le meilleur des cas, la coopérative minière prend des engagements et mesures écrites pour la gestion de son site. La cellule aura la charge de la formation, la sensibilisation et le suivi de la mise en œuvre de ses procédures. Elle doit à travers cela être sûre que les différentes mises en œuvre de procédures sont documentées et bien gérées pour une meilleure communication.



## 2.3 Tableau récapitulatif des rôles et des responsabilités des différentes cellules

Nom de la cellule	Rôles	Responsabilités
<b>Gestionnaire du site</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Supervision générale du site ;</li> <li>Coordonner toutes les cellules ;</li> <li>Responsabilité pour le personnel, les infrastructures</li> <li>Supervision de la planification et la production.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La gestion des équipes ;</li> <li>Coordination des différentes cellules ;</li> <li>Coordination de l'intervention des agents de l'État.</li> </ul>
<b>Cellule d'exploitation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>S'assurer que tous les aspects de la production se déroulent comme planifiés ;</li> <li>Au niveau de la production ;</li> <li>Au niveau du stockage/ transport.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une équipe en charge des équipements ;</li> <li>Une équipe en charge de la découverte et du creusage et d'exploitants artisanaux ;</li> <li>Une équipe en charge du stockage et ravitaillement et de porteurs ;</li> <li>Une équipe en charge du transport et des porteurs.</li> </ul>
<b>Cellule de commercialisation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Négociation sur les prix ;</li> <li>Composition des lots de commande</li> <li>Vérification de la qualité produit ;</li> <li>Production de statistiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Vérification des prix de vente ;</li> <li>Vérification de la légalité des ventes ;</li> <li>Relationnel client ;</li> <li>Vérification de la qualité ;</li> <li>Fourniture de la documentation nécessaire.</li> </ul>
<b>La cellule logistique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La gestion du contrôle, de l'entretien et de la distribution des équipements et matériel du site minier.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Gestion des EPI ;</li> <li>Gestion des équipements miniers ;</li> <li>Gestion des équipements de support.</li> </ul>
<b>Cellule de sécurité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer la sécurité du site que ce soit des personnes et des structures minières ;</li> <li>S'assurer que l'exploitation respecte les normes de sécurité de l'exploitation ;</li> <li>Gestion des conflits ;</li> <li>Contrôle de la présence d'armes et substances interdites.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contrôle des entrées et des sorties ;</li> <li>Contrôle de la fréquentation des exploitants miniers et visiteurs ;</li> <li>Contrôle de l'état des structures d'exploitation ;</li> <li>Contrôle de la sécurité des équipements miniers et de support ;</li> <li>Contrôle de l'état de sécurité sur le site ;</li> <li>Gestion des incidents sécuritaires.</li> </ul>
<b>Cellule d'hygiène, santé et sécurité au travail (HSST)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Identification des dangers et moyens d'atténuation ;</li> <li>Recensement des maladies et accidents ;</li> <li>Transmission des statistiques d'accidents ;</li> <li>Gestion des premiers secours ;</li> <li>Gestion du plan de communication et formation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>S'assurer que la coopérative minière respecte la réglementation et les conditions de travail ;</li> <li>Vérification des installations du site ;</li> <li>Veiller au respect des consignes de prévention ;</li> <li>Contrôle de la sécurité des équipements miniers ;</li> <li>Chargé de la communication et sensibilisation ;</li> <li>Mise en conformité avec la réglementation HSST ;</li> <li>Mettre en œuvre la formation aux premiers secours.</li> </ul>



Nom de la cellule	Rôles	Responsabilités
<b>Cellule de gestion environnementale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Identification des impacts environnementaux et des mesures d'atténuation ;</li> <li>• Superviseur de la politique environnementale et sa mise en application ;</li> <li>• Suivi et facilitation des audits environnementaux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibilisation de la coopérative, des EMA et de la communauté ;</li> <li>• Vulgarisation des règles environnementales ;</li> <li>• Réalisation du plan de gestion environnementale ;</li> <li>• Mettre en place des mesures de contrôle ;</li> <li>• Surveillance conjointe de la qualité des eaux et de l'air.</li> </ul>
<b>Cellule diligence raisonnable et transparence</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• S'assurer que les procédures de suivi des risques et les mesures de mitigations sont mises en place.</li> <li>• Mise en conformité de la coopérative avec les exigences de la chaîne d'approvisionnement légale.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La gestion du travail des enfants et des femmes enceintes ;</li> <li>• La mise en œuvre et le suivi de la traçabilité ;</li> <li>• Conformité des procédures de diligence raisonnable et mise en œuvre des politiques ;</li> <li>• L'identification et l'atténuation des risques ;</li> <li>• L'élaboration des rapports de diligence et la préparation des audits.</li> </ul>
<b>Cellule développement communautaire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Maintenir la communication avec la communauté et faire le lien entre la communauté et l'équipe dirigeante de la coopérative.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organiser et conduire les discussions avec les représentants des communautés ;</li> <li>• Assurer le développement des programmes conjoints ;</li> <li>• Assurer la communication entre la coopérative minière et la communauté ;</li> <li>• Conduire la mise en œuvre des programmes ;</li> <li>• Collecter et communiquer les plaintes, les besoins de l'entreprise à la communauté et vice-versa.</li> </ul>



### Que retenir de cela

Un site minier comporte bien d'autres aspects que seulement l'extraction de minéraux. Certains d'entre eux font partie de la création de valeur d'un site minier (ex. le lavage), tandis que d'autres sont des nécessités logistiques ou administratives.

Le gestionnaire du site est le point central du site minier. Tout comme le PDG d'une entreprise, son rôle est de superviser le site de manière générale. Il doit donc parfaitement connaître tous les aspects des opérations de la coopérative et avoir une compréhension profonde de la façon dont la coopérative est organisée et fonctionne. Il gère toutes les cellules du site minier :

- Cellule de production et commercialisation ;
- Cellule logistique ;
- Cellule de maintien de la sécurité ;
- Cellule d'hygiène, santé et sécurité au travail ;
- Cellule d'environnement ;
- Cellule de développement communautaire ;
- Cellule de diligence raisonnable et transparence.





Avez-vous bien lu cette séance et voudriez-vous tester vos connaissances de nouveau ?

Voici le test et n'oubliez pas que les réponses sont en annexe.



### Testez vos connaissances

Questions	Vrai ?	Faux ?
Pour gérer au mieux un site minier il est impératif d'avoir un bon système de gestion.		
Un site minier comporte bien d'autres aspects que seulement l'extraction de minéraux.		
La gestion d'un site minier doit se faire impérativement par des cellules différentes.		
Chaque site d'exploitation doit avoir un nombre standard de cellules.		
Le gestionnaire du site a un rôle peu important.		
La cellule de production et commercialisation est particulièrement importante.		



### Exercices

Veuillez trouver la solution dans l'Annexe 1.

#### Exercice 2.1 :

Quelles sont les différentes cellules d'un site minier ?

#### Exercice 2.2 :

Quel est le rôle de chaque département ?

#### Exercice 2.3 :

Quelles sont les responsabilités de chaque département ?

# SEANCE 3

## PLANIFICATION, SUIVI ET ÉVALUATION DES ACTIVITÉS DU SITE MINIER



### Objectifs du séance

- Comprendre les avantages que peuvent apporter la mise en place d'un système de planification, ainsi qu'un mécanisme de suivi et évaluation ;
- Fournir des outils pour la planification et le système de suivi et évaluation.

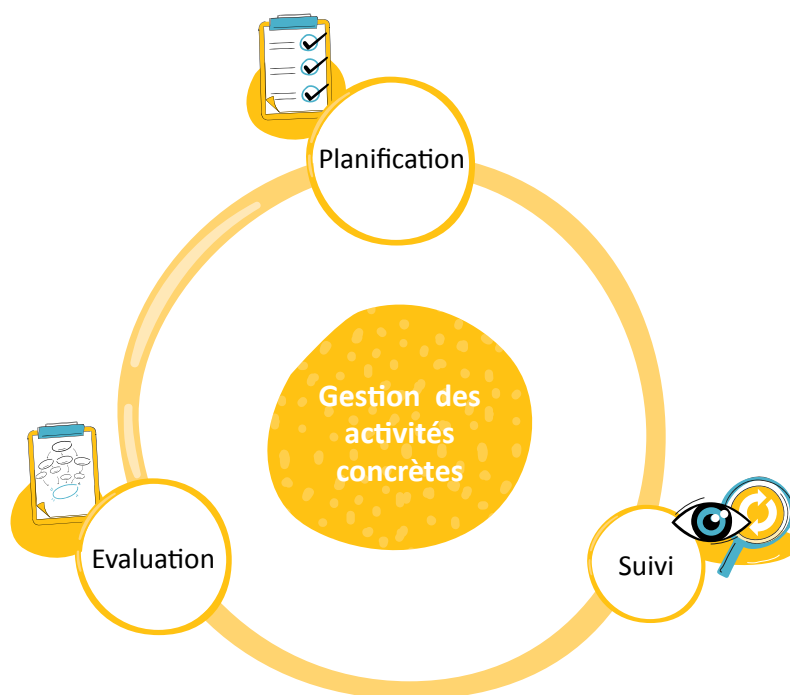


### Introduction

L'exploitation minière artisanale se pratique sur une base informelle, avec peu de moyens disponibles et sans bagage technique. Cette situation est partagée par de nombreux pays, y compris la RDC. L'exploration, comme l'exploitation, se fait avec des moyens limités et pratiquement sans autre appui que l'expérience d'autres mineurs artisanaux.

Les investissements dans ce secteur sont de ce fait à haut risque, avec de nombreuses initiatives qui conduisent à la perte sèche des investissements. Bien que les EMA réalisent des actions d'exploration pour tester l'extension des gisements, il est complexe pour eux d'en connaître à l'avance la valeur commerciale, la teneur, afin de pouvoir se lancer avec plus de confiance dans des investissements lourds. Cet état de fait n'offre pas non plus beaucoup de visibilité sur la production à moyen et long termes.

Les activités de planification, suivi et évaluation permettent de réduire les risques et d'obtenir un tableau de bord de l'exploitation, ainsi que de faciliter les décisions importantes. La Séance 3 décrit le système de gestion de ces activités et propose une application pratique sur un cas concret. L'amélioration de la conduite de l'exploitation est un point clef pour une gestion efficace qui réduit les dommages financiers, permet ainsi de mieux conduire les opérations techniques et l'évolution du site minier.



**Figure 6 :** Étapes de gestion pratique des activités minières par la coopérative



### Testez vos connaissances

Pour commencer cette séance testez vos connaissances en répondant aux questions suivantes. Lisez ensuite la séance et, à la fin, vous pourrez repasser le test et vérifier si vous vous êtes amélioré.

Questions	Vrai ?	Faux ?
Les étapes de la planification, du suivi et de l'évaluation sont primordiales pour une gestion efficace d'une exploitation.		
La planification permet de définir d'une part les objectifs opérationnels et de planifier les activités.		
Il faut posséder à l'instant de la planification le budget nécessaire pour chaque activité.		
Le suivi est un processus externe, indépendant de la coopérative.		
Le suivi est effectué régulièrement et permet d'apporter des mesures rectificatives.		
L'évaluation permet d'évaluer l'impact de votre projet.		

## 3.1 Planification

La planification consiste à fixer des objectifs et à déterminer les actions permettant de les réaliser dans un temps bien défini.

Il s'agit principalement de définir :

- L'impact de ce que l'on veut faire sur les moyens et longs termes - l'objectif global ;
- Les objectifs spécifiques pour arriver à l'impact ;
- Les activités ;
- Les étapes concrètes de chaque activité ;
- Les responsables ;
- Les coûts et ressources nécessaires ;
- Le temps d'exécution des activités ;
- Les paramètres d'observation qui reflètent l'activité ou des décisions prises.

### 3.1.1 Objectifs

L'objectif de la planification est de définir des activités à mettre en œuvre dans un laps de temps bien déterminé et suivant un budget défini afin d'atteindre des objectifs pour les différents domaines d'activité que la coopérative ou l'opérateur se sont fixés.

Elle se fait en deux étapes :

- Étape 1 : Définir les objectifs opérationnels ;
- Étape 2 : Planifier des activités.

### 3.1.2 Étape 1 : Définition des objectifs opérationnels de la coopérative sur le site

Toute coopérative minière doit avoir un objectif global et les objectifs opérationnels en rapport à son existence et à sa survie sur le site minier. C'est en fonction de ces objectifs, naturellement définis dans les statuts de la coopérative minière, que cette dernière commence la réflexion sur la planification des activités du site minier. Il faut identifier les objectifs quantitatifs et qualitatifs pour chacun des axes prioritaires de développement.



#### Étude des cas

Prenons un exemple d'une coopérative minière qui a pour objectif global l'amélioration du bien-être de tous ses membres et des communautés riveraines de ses sites miniers.

Les objectifs opérationnels peuvent être entre autres :

- Augmenter/Accroître la production minière de ses sites ;
- Augmenter le revenu des exploitants artisanaux ;
- Maîtriser et fidéliser les exploitants artisanaux membres de la coopérative ;
- Canaliser toute la production des sites vers la coopérative ;

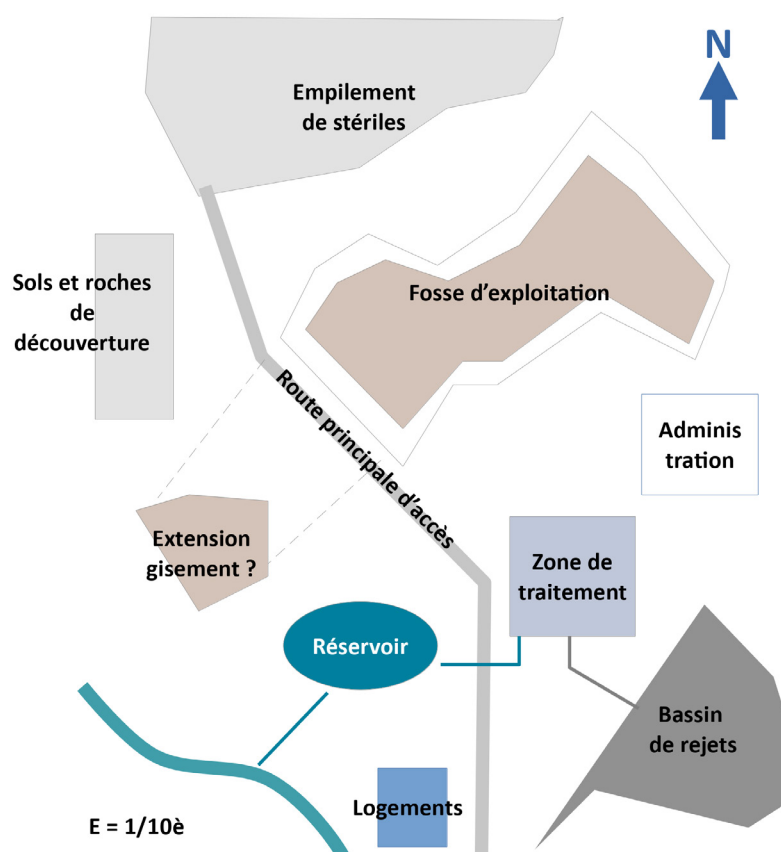


- Négocier et commercialiser la production minière des sites ;
- Lutter contre la fraude et le mélange des minerais sur les sites ;
- Assurer la sécurité et la santé des exploitants artisanaux ;
- Améliorer les conditions sanitaires des communautés riveraines ;
- Accroître la participation au développement des infrastructures de base.

### 3.1.3 Étape 2 : Planification des activités du site minier

Une fois les objectifs opérationnels définis et compris, l'étape suivante consiste à déterminer les activités concrètes pour atteindre chaque objectif, déterminer les indicateurs objectivement vérifiables de chaque activité, le budget pour l'activité et le temps nécessaire pour sa réalisation. Pour chaque activité il ne faut pas oublier de désigner la personne responsable qui doit répondre de son exécution.

Il est important de budgétiser la planification afin d'évaluer les besoins mais aussi la disponibilité des revenus de la coopérative ou de l'opérateur. Une planification non budgétisée est souvent vouée à l'échec, car elle pourrait être plus coûteuse que les possibilités de la coopérative ou de l'opérateur. Toutefois cela ne veut pas dire que nous devons posséder à l'instant de la planification le budget nécessaire, mais dans la planification la coopérative peut envisager des moyens d'entrées de capitaux également.



**Figure 7 :** exemple de carte schématique d'un site minier, avec des indications sur l'extension probable du gisement.

Tout d'abord, il est indispensable de visualiser l'extension de l'exploitation à moyen terme. Quelques éléments simples peuvent faciliter cette réflexion. Pour cela, un moyen simple consiste à dessiner la carte de l'exploitation, et de tenter de prévoir son évolution possible. Le dessin peut se faire en quelques étapes :

1. Les éléments fixes, difficile à déplacer comme les cours d'eau, les routes, les bâtiments ;
2. L'extension actuelle du gisement et son extension possible d'ici à 2 ans. Préciser les modes envisagés d'accès ;
3. Indiquer alors les meilleurs emplacements pour :
  - Les zones de traitement,
  - Les roches stériles,
  - Les rejets de traitement,
  - La découverte,
  - Les chemins d'accès,
  - Les pompes et réserves d'eau,
  - Les bassins de sédimentation,
  - Les autres structures.

L'exemple de carte montre qu'une extension possible du gisement pourrait couper la route principale du site, obligeant à des travaux routiers qu'il faut prévoir. Il faut se donner un horizon à 2 ou 3 ans pour évaluer les changements qui pourraient intervenir.

Quelques règles de base pour l'évolution future ou la configuration de la mine :

- Emplacement de la zone de traitement :
  - La positionner le plus près possible de la zone d'extraction sans perturber les activités d'extraction ;
  - Jouer avec la pente du terrain, sachant qu'il est toujours moins difficile de faire descendre le minerai que de le remonter ;
  - Prendre en compte la proximité d'une source d'eau disponible (si le traitement se fait avec de l'eau).
- Emplacement des rejets, stériles et sols de découverte :
  - Minimiser le transport sans que cela perturbe l'extraction et le traitement ;
  - Éviter les risques environnementaux (résidus contaminant une rivière) ;
  - Prendre en compte le volume de rejet, en fonction de la taille de la fosse d'exploitation.
- Emplacement des chemins et routes :
  - Privilégier l'accès aux différents points de la mine plutôt qu'au chemin le plus court ;
  - Tenter de réduire les impacts sur l'environnement.
- La gestion de l'eau :
  - Prévoir si des besoins de stockage sont nécessaires (période de sécheresse)
  - Prévoir des bassins de décantation pour les eaux de traitement, et éventuellement de recyclage ;
  - Gérer les chemins de l'eau de pluie pour éventuellement la canaliser et la conserver pour le traitement.



Cette carte peut être complétée avec un descriptif actuel de l'exploitation et les changements qui pourraient s'appliquer sous forme d'un tableau simple, dont un exemple est fourni ci-dessous. L'exemple prévoit un agrandissement et une plus grande profondeur de la fosse sur les deux années à venir.

Étape du processus	Méthodes actuelles	Changements de méthode envisagés
Ouverture et abattage du minerai à ciel ouvert	À l'aide d'outils manuels (barre à mine, pioche, burin et pelle)	Même méthode mais avec une augmentation du nombre d'équipes
Transport vers l'extérieur de la fosse en direction de la zone de concassage	Avec des sacs portés à dos d'homme	Réalisation d'un chemin en pente permettant le double passage de brouettes et l'évacuation plus rapide du minerai
Concassage du minerai	Concassage manuel à l'aide de pilons et mortiers manuels	Acquisition d'un concasseur à mâchoires, entraîné par un moteur à gazole
Lavage du minerai	Tamis manuels utilisés dans le lit de la rivière	Tamis mécaniques utilisés au-dessus d'un bac de lavage avec recyclage de l'eau
Etc.	Etc.	Etc.

Dans le prévisionnel on peut y ajouter les mesures environnementales et de HSST qui sont actuellement respectées et qui demanderaient un aménagement en vue des changements de méthode apportés.

Cette approche permet d'établir des plans d'action plus détaillés et chiffrés comme dans l'exemple qui suit.

En reprenant l'exemple précédent, on peut penser que l'extension du gisement correspond à un accroissement de la production et à l'introduction de nouvelles techniques plus performantes, ce qui implique de gérer un plus grand nombre d'équipes. Dans la même période, la coopérative décide d'améliorer les relations avec les communautés environnantes qui sont également la source principale de la main d'œuvre, à travers des actions d'appui pour la diversification des revenus. Pour ces trois objectifs opérationnels sont définis plus en détail par une planification détaillée et un programme de suivi et évaluation qui contient :

- Des paramètres indicateurs qui garantissent la bonne réalisation de l'objectif ;
- Le calendrier ;
- Le budget ;
- La personne en charge de la réalisation et du suivi de cet objectif

Cet exemple vise à rendre le concept de planification plus pratique mais aussi à montrer comment les différentes cellules techniques doivent travailler ensemble dans le cadre d'un même objectif opérationnel.

**Augmenter/Accroître la production minière de ses sites**

Objectifs opérationnels et activités	Paramètre indicateur de l'objectif	Temps	Budget	Responsable
Suivi de l'extension du gisement et introduction de nouvelles technologies d'exploitation : Engager un géologue-ingénieur à temps plein	Géologue-ingénieur engagé	Durée : 2 mois Début : 15.09.20 Fin : 14.11.20	Salaire : \$1,600 Recrutement : \$800	Gestionnaire du site
Former les exploitants miniers artisanaux aux nouvelles techniques d'exploitation	90 % des EMA formés	Durée : 9 mois Début : 01.11.20 Fin : 31.07.21	\$500 / mois	Cellule de production
Doter les exploitants miniers artisanaux des outils de travail et équipements de protection individuelle.	85 % des EMA dotés de bêches, barres à mines, brouettes, et des EPI nécessaires	Durée : 4 mois Début : 01.03.21 Fin : 30.06.21	\$7,000	Cellule logistique
	Sites dotés de compresseurs, moto pompes et concasseurs		\$12,000	Cellule logistique
Approvisionner les sites miniers en eau pour laver les minerais	8 bassins de rétention d'eau installés	Durée : 1.5 mois Début : 01.10.20 Fin : 14.11.20	Installation : \$2,500 Entretien : \$200 / mois	Cellule de production
Ouvrir une cantine / restaurant pour les creuseurs sur sites	Extension des moyens de restauration de 2 à 3 cantines	Durée : 2 mois Début : 01.01.21 Fin : 28.02.21	Installation : \$2,000 Fonctionnement : \$600 / mois	Cellule HSST
Identifier chaque puits, son chef et ses creuseurs	Nombres des puits / Chefs des puits et creuseurs	Durée : 1 mois Début : 01.10.20 Fin : 31.10.20	50 % du temps d'un responsable de production	Cellule de production
Éradiquer la dispersion de la production à l'extraction (puits)	100 % de la production du puits gérée par le chef de puits et tracée selon des carnets de production par équipe, consignés	Durée : 6 mois Début : 01.10.20 Fin : 30.04.21	25 % du temps d'un responsable de production	Cellule de production
Amener les chefs de puits et propriétaires à prendre des parts dans la coopérative	80 % des chefs des puits sont membres de la coopérative	Durée : 2 mois Début : 01.10.20 Fin : 30.11.20	25 % du temps d'un responsable de production	Cellule de production
Mettre en place les meilleures conditions de vente des minerais (balance, mesures et prix)	Plus de 95 % de la production effective est revendu par le circuit de la coopérative	Durée : 9 mois Début : 01.11.20 Fin : 31.07.21	25 % du temps d'un responsable de production \$400 / mois	Cellule de production
Mener une étude du milieu pour identifier les besoins	Rapport de l'étude	Durée : 2 mois Début : 01.01.21 Fin : 28.02.21	\$800	Cellule développement communautaire
Choisir les types d'AGR à mettre en œuvre	Nombre d'AGR potentielles identifiées	Durée : 1 mois Début : 01.03.21 Fin : 31.03.21	20 % du temps du responsable communauté	Cellule développement communautaire
Renforcer les capacités des cibles sur les AGR choisies	Nombre de personnes formées	Durée : 6 mois Début : 01.04.21 Fin : 30.09.21	20 % du temps d'un responsable communautaire \$400 / mois	Cellule développement communautaire
Financer le fonds de démarrage des AGR	Nombre d'AGR soutenues	Durée : 6 mois Début : 01.04.21 Fin : 30.09.21	\$12,000	Cellule développement communautaire





## 3.2 Le suivi

Le suivi est un processus interne qui permet d'indiquer les progrès et les causes de ralentissement dans la réalisation des activités, en tenant de tous les paramètres : financiers, matériels, en ressources humaines, ainsi que les causes externes favorables ou pas. Il permet de comprendre si les objectifs poursuivis peuvent être atteints et les raisons qui s'opposent à leur réalisation. Les données du suivi peuvent être partagées par tous ceux concernés par l'activité, le projet et la planification au sein de la coopérative.

### 3.2.1 Mise en place du suivi des activités

Au niveau organisationnel, le suivi améliore l'efficacité de la mise en œuvre des projets/activités en établissant des liens clairs entre les activités et les résultats passés, présents et futurs.

Le suivi des activités permet entre autres à l'équipe de la coopérative de :

- Documenter le processus et les progrès de mise en œuvre, qui peuvent informer les équipes concernées et les acteurs externes, par exemple des investisseurs ou des partenaires commerciaux ;
- Comprendre les points de blocage et déterminer des solutions ;
- Reprendre la planification pour qu'elle soit compatible avec la réalité du processus ;
- Faciliter la prise de décision par les responsables de l'activité ou du projet.

Le processus de suivi implique un certain nombre de mesures qui consiste à :

- Former les personnes responsables de l'activité à la collecte des informations nécessaires de manière périodique ;
- Familiariser les personnes responsables des activités suivies aux paramètres à collecter ;
- Collecter des données de référence qui représentent l'état au démarrage de l'activité afin de pouvoir mesurer les changements lors de la progression de l'activité et comprendre les progrès ou les ralentissements ;
- Collecter des données et informations sur les indicateurs avec la mise en place de systèmes de collecte ;
- Analyser les données des indicateurs : l'analyse implique l'organisation des données et leur conservation (carnets, systèmes d'enregistrement, photographies, etc.) et leur analyse régulière pour nourrir les paramètres de suivi ;
- Transmettre les données aux personnes concernées, et proposer des changements dans l'activité si les indicateurs montrent un problème ;
- Mettre en œuvre les mesures de correction et utiliser les informations pour la bonne gestion du site.

Le suivi est nécessaire pour l'évaluation efficace, qui à son tour favorise l'apprentissage organisationnel et la responsabilité, la prise de décisions éclairées, et l'efficacité accrue de l'organisation dans son ensemble.

En reprenant le plan de l'exemple ci-dessus, on peut montrer l'évolution de 2 activités dans le détail qui sont le fruit d'un suivi. Les diagrammes montrent la progression de l'activité en fonction du temps (ici les semaines pour la première et des mois pour la seconde). On note que les activités sont réalisées dans les temps prévus par le planning initial. Elles se sont réalisées sans anicroche.

Activité	15.09.20	22.09.20	29.09.20	06.10.20	13.10.20	20.10.20	27.10.20	03.11.20	10.11.20	17.11.20
<b>Engager un géologue</b>										
Définir les termes de référence										
Publier le poste sur ONEM										
Évaluer les candidatures										
Interviewer les candidats										
Sélectionner un candidat										
Recruter le candidat retenu										

Activité	01.11.20	01.12.20	01.01.21	01.02.21	01.03.21	01.04.21	01.05.21	01.06.21	01.07.21	01.08.21
<b>Former 90 % des EMA</b>										
Finaliser les matériels de formation										
Formation des formateurs										
Former 20 % des EMA										
Former 40 % des EMA										
Former 60 % des EMA										
Former 80 % des EMA										
Former 90 % des EMA										



### 3.3 L'évaluation

L'évaluation à contrario du suivi se concentre sur l'impact et permet de s'assurer que l'activité évaluée contribue à la réalisation de l'impact indiqué. Il teste dans quelle mesure les résultats attendus ont été atteints et ce que signifient ces résultats pour toutes les personnes impliquées ou concernées par le programme. L'évaluation juge également les impacts positifs et négatifs de l'action, y compris les conséquences inattendues sur le court et moyen terme.

#### 3.3.1 Objectifs

L'évaluation va se concentrer sur :

- La pertinence du programme : les activités programmées répondent-elles aux objectifs souhaités ?
- L'efficacité du programme : les ressources mises à disposition ont-elles été pleinement utilisées et de manière adéquate ?
- L'efficacéité du programme : les résultats obtenus s'accordent-ils bien avec les objectifs souhaités ?
- La durabilité : Les résultats obtenus pourront-ils perdurer après la fin des activités planifiées ?
- Le rapport entre les investissements effectués et les résultats obtenus sont-ils satisfaisants ?
- Quels sont les avis des gestionnaires des activités engagées et des bénéficiaires de ces actions ?
- Quelles sont les leçons que l'on peut retenir des actions engagées et des résultats obtenus ?

#### 3.3.2 Effectuer l'évaluation des activités

Tandis que le suivi se concentre sur la mise en œuvre des activités (c'est-à-dire sur les différentes activités menées), l'évaluation se focalise sur l'objectif global du programme et l'ensemble de sa réalisation.

Les différentes évaluations sont :

- Une évaluation du processus : mesurer la qualité et l'intégrité de l'action en démontrant qu'elle a été mise en œuvre en conformité aux règles de l'organisation ;
- Une évaluation des résultats : savoir si oui ou non les objectifs des activités ont été atteints. Les données pour ce type d'évaluation sont recueillies périodiquement ;
- Une évaluation de l'impact : apprécier l'effet net d'un programme ou d'une action en comparant les résultats du programme avec une estimation de ce qui se serait passé sans ce programme ou cette action. Il montre combien le changement qui a eu lieu peut être attribué à l'action. C'est également grâce à l'évaluation de l'impact qu'il est possible de déterminer d'autres modifications qui pourraient être dues à l'action, y compris celles qui ont été planifiées et non planifiées, positives et négatives.



## Que retenir de cela

La planification, le suivi et l'évaluation dans l'exploitation minière artisanale contribue fortement à consolider la viabilité des coopératives et améliore les conditions de travail des EMA.

### La planification

**Définition :** La planification consiste à fixer des objectifs et à déterminer les actions permettant de les réaliser dans un temps bien défini. La planification se fait en deux étapes : Définir les objectifs opérationnels et planifier des activités.

### Le suivi :

**Définition :** Le suivi est un processus interne qui permet d'indiquer les progrès et les échecs dans la réalisation des résultats, à la fois dans les activités opérationnelles et financières d'une action en cours.

**Objectif :** Le suivi permet de savoir si les activités, les résultats ont été réalisés comme planifiés et de pouvoir fournir les mesures rectificatives si nécessaire.

### Les étapes clés :

- Définir des paramètres de vérification et récolter des données avant le démarrage des activités programmées ;
- Mettre en place un suivi des activités en collectant des paramètres adéquats de suivi ;
- Récolter périodiquement les données de suivi ;
- Analyser les données et prendre les mesures rectificatives nécessaires.

### Évaluation

**Définition :** L'évaluation a contrario du suivi se concentre sur l'impact et permet de s'assurer que le programme contribue à la réalisation de l'impact indiqué. Il teste dans quelle mesure les résultats attendus ont été atteints et ce que signifient ces résultats pour toutes les personnes impliquées ou concernées par le programme.

**Objectif :** Apprécier l'impact, l'efficacité, l'efficience et la pertinence du programme.



### Les différentes évaluations :

- Une évaluation du processus : mesurer la qualité et l'intégrité de l'action en démontrant qu'elle a été mise en œuvre en conformité aux règles de l'organisation.
- Une évaluation des résultats : savoir si oui ou non les objectifs des activités ont été atteints. Les données pour ce type d'évaluation sont recueillies périodiquement.
- L'évaluation de l'impact : apprécier l'effet net d'un programme ou d'une action.



## Testez vos connaissances

Avez-vous bien lu cette séance et voudriez-vous tester vos connaissances de nouveau ? Voici le test et n'oubliez pas que les réponses sont en annexe (65).

Questions	Vrai ? 	Faux ? 
Les étapes de la planification, du suivi et de l'évaluation sont primordiales pour une gestion efficace d'une exploitation.		
La planification permet de définir d'une part les objectifs opérationnels et de planifier les activités.		
Il est important de budgétiser la planification afin d'évaluer les besoins mais aussi la disponibilité des revenus de la coopérative ou de l'opérateur.		
Le suivi est un processus externe, indépendant de la coopérative.		
Le suivi est effectué régulièrement et permet d'apporter des mesures rectificatives.		
L'évaluation permet d'évaluer l'impact de votre projet.		

# SEANCE 4

## LÉGISLATION SUR LES COOPÉRATIVES MINIÈRES



### Objectifs du séance

- Fournir des outils permettant un respect de la législation relative aux coopératives et à l'exploitation minière artisanale ;
- Fournir les principes de base concernant la fiscalité au niveau des sites et l'artisanat minier en RDC,
- Fournir les pistes pour trouver des solutions si une coopérative se trouve en difficulté pour prendre des décisions administratives ou bien de s'acquitter d'un droit légal ou non.



### Introduction

Les activités des coopératives minières artisanales sont réglementées par différents textes au niveau national et peuvent être engagées par des accords de marchés internationaux. Au niveau national les coopératives minières sont régies par deux lois principales, à savoir :

- Pour l'exploitation minière, **Le Code Minier et son Règlement de 2018** ;
- Pour la gouvernance et l'administration des coopératives, **L'Acte uniforme du droit des sociétés coopératives de l'OHADA de 2010**.


En outre, comme vu pendant la **Séance 1**, la norme de l'EGC s'applique pour la commercialisation de la production de cobalt. Les coopératives minières sont assujetties à un certain nombre de taxes et frais au titre de l'exercice de l'activité minière artisanale, notamment au niveau de la province où la coopérative exerce son activité. La

Nous avons vu qu'au niveau international le guide de l'OCDE joue un rôle particulièrement important. Bien que ce ne soit pas une loi, de nombreuses entreprises internationales sont impliquées dans un processus de devoir de diligence qui implique un engagement de tous leurs acteurs de la chaîne pour se conformer aux exigences du guide de l'OCDE. Si la norme EGC reprend une grande partie du processus du guide de l'OCDE, il se peut que certaines chaînes d'approvisionnement aient des exigences supplémentaires. L'implication des coopératives dans un processus de devoir de diligence peut se traduire par des soutiens divers permettant d'atteindre de meilleures pratiques et une conformité aux exigences de l'OCDE. Le processus peut être attractif et se traduire par des conditions économiques plus avantageuses.



## Testez vos connaissances

Pour commencer cette séance testez vos connaissances en répondant aux questions suivantes. Lisez ensuite la séance et, à la fin, vous pourrez repasser le test et vérifier si vous vous êtes amélioré.

Questions	Vrai ? 	Faux ? 
Il existe une législation spécifique aux coopératives minières.		
Le système de taxes et frais est souvent géré par la province où la coopérative exerce son activité.		
L'acte de l'OHADA a été modifié en 2018.		
La plupart des coopératives en RDC sont des sociétés coopératives simplifiées (sans conseil d'administration).		
Les exigences du guide de l'OCDE sont une obligation légale en RDC.		
Le manuel CTC s'applique à l'exploitation artisanale du cobalt.		

## 4.1 Le Code Minier et le Règlement Minier

### 4.1.1 Le Code Minier

Le Code minier en sa version nouvellement modifiée du 09 mars 2018 s'appuie à fournir un cadre à la pratique de l'artisanat minier pour l'ensemble des acteurs impliqués, à savoir :

- L'exploitation artisanale exercée par une coopérative,
- L'exploitation minière à titre individuel avec la carte d'exploitant artisanal,
- Le négociant,
- Le SAEMAPE.

Cet ensemble d'acteurs évolue dans le cadre de la Zone d'Exploitation Artisanale (ZEA), un périmètre dédié spécialement à l'exercice de cette activité. Au-delà de la définition des ZEA, le Code minier précise aussi les conditions de la détention, du transport et de la commercialisation des produits d'exploitation artisanale. Le détail des textes correspondants se trouve en annexe 5.6.

### 4.1.2 Le Règlement Minier

La version en cours du 08 juin 2018 complète la loi en fournissant les détails sur l'exercice de l'exploitation minière artisanale et la mise en place des coopératives minières et de leur fonctionnement.

Le Règlement permet de préciser les opérations de détention, de transport et de commercialisation des produits de l'exploitation minière artisanale.

Le Règlement Minier contient aussi dans son annexe IV le « *Code de conduite de la coopérative minière ou des produits de carrière agréée et de l'exploitant artisanal* » qui précise les règles à observer en matière de :

- Relations avec les autres acteurs du territoire,
- Activités interdites,
- Bonnes pratiques environnementales,
- Réalisation d'ouvrages minier,
- Signalisation, et
- Formation des exploitants miniers artisanaux.

Les obligations seront précisées dans les différents modules qui touchent à des sujets techniques tels que l'hygiène, la santé et la sécurité au travail (modules 2 et 4), l'environnement (module 3) et les ouvrages techniques (module 5). Le règlement minier reprend également les principales orientations de l'acte Uniforme de l'OHADA que doivent suivre les coopératives minières :

- L'adhésion volontaire ouverte à tous ;
- Le pouvoir démocratique exercé par les coopérateurs ;
- La participation économique des coopérateurs ;
- L'autonomie et l'indépendance ;
- L'éducation, la formation et l'information ;
- La coopération entre organisations à caractère coopératif ;
- L'engagement volontaire envers la communauté.

L'annexe 5.6.2 fournit le détail des références d'articles correspondants du Règlement minier.

Le Règlement minier contient aussi l'annexe IV, intitulée « *Code de conduite de la coopérative minière ou des produits de carrière agréée et de l'exploitant artisanal* » auquel elle et ses membres doivent se conformer.





Les exigences couvrent des points portant sur l'organisation générale, les engagements, les techniques autorisées ou non, la protection environnementale, et la HSST. Parmi les engagements importants auxquels une coopérative doit se conformer figurent :

- Préserver les aménagements existants réalisés par des tiers ;
- Se conformer aux règlements pertinents du territoire et aux législations applicables, ainsi qu'aux mesures coutumières locales ;
- S'assurer de la bonne tenue du campement et à enlever les infrastructures lorsqu'il est abandonné ;
- Ne pas construire de structures permanentes.

Les EMA doivent, eux établir la déclaration de l'exploitant artisanal (voir modèle en annexe 5.6.3) en deux exemplaires, dont un est déposé à la Division provinciale des mines, et l'autre à l'administration locale du territoire concerné par le site.

## 4.2 Les taxes et redevances

Sur le plan des taxes et redevances, la coopérative minière est soumise au régime douanier, fiscal et aux recettes non-fiscales applicables, mais elle est exonérée de l'impôt sur les bénéfices et profits. Elle est soumise aux autres impôts de droit commun. Les taxes et redevances applicables sont (voir les références des textes en annexe 5.6.2) :

- Les droits d'entrée et la TVA à l'importation pour le petit matériel, équipements, liés à L'exploitation artisanale,
- Les droits d'entrée pour réactifs,
- La taxe rémunératoire sur la carte d'exploitant artisanal,
- La taxe d'agrément d'une coopérative minière,
- La redevance annuelle anticipative pour le maintien de validité d'une coopérative minière.

Les taxes et redevances intervenant dans le secteur sont regroupées dans ce tableau :

Taxes	Opération Correspondante
Droit d'octroi de la carte d'exploitation artisanale des substances précieuses et semi-précieuses : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Carte de creuseur (or, diamant, hétérogénéité, cassitérite, cuivre, coltan)</li> <li>• Carte de négociation (or, diamant, hétérogénéité, cassitérite, cuivre, coltan)</li> <li>• Carte de fondeur (hétérogénéité, cassitérite, coltan)</li> </ul>	Délivrance de la carte
Taxe d'incitation à la transformation locale des concentrés de minerais	
Rémunération sur l'exploitation artisanale des minerais autres que l'or et le diamant	Frais rémunératoires sur service rendu
Sur autorisation de minage temporaire d'exploitation minière artisanale et de carrière	Demande d'autorisation

Taxes	Opération Correspondante
D'agrément annuel des groupements miniers d'exploitation artisanale	Demande d'agrément
Sur enregistrement des dragues et motos pompes extractives d'exploitation	Demande d'enregistrement
Redevance pour atténuation et réhabilitation de l'environnement minier d'exploitation	Exploitation minière

Il est important de préciser que les édits de la province votés par l'Assemblée provinciale définissent le montant des taxes.

### 4.3 La norme Entreprise Générale du Cobalt

Afin de mieux maîtriser l'augmentation de la demande en cobalt, la RDC a créé l'Entreprise Générale du Cobalt (EGC) qui est l'unique organisation autorisée pour la commercialisation de ce minerai dans le pays. Or, pour qu'EGC puisse accéder aux marchés internationaux, elle doit garantir un processus de devoir de diligence. Elle a donc édicté des normes de production responsable, des « règles d'or », qui s'appliquent aux mineurs, aux coopératives, à l'EGC et aux négociants intermédiaires. Le tableau ci-dessous résume les exigences de la norme EGC. Le texte complet de la norme EGC applicable aux coopératives se trouve en annexe 5.5.

#### Gouvernance et gestion organisationnelle

<b>Légalité de l'exploitation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La coopérative est conforme aux lois et règlements en vigueur.</li> <li>• Elle opère légalement, dans une zone autorisée ou dans une concession avec une autorisation écrite.</li> <li>• La coopérative et ses membres se conforment au code de conduite de la coopérative minière et de l'exploitant minier artisanal.</li> <li>• La coopérative s'acquitte de toutes les taxes et obligations envers le Gouvernement.</li> <li>• La coopérative doit s'assurer que toutes les personnes opérant sur le site sont dotées des autorisations nécessaires (travailleurs, négociants, etc.).</li> <li>• La coopérative doit interdire l'accès au site pour les personnes de moins de 18 ans.</li> </ul>
<b>Engagement de la coopérative en faveur du processus de production responsable et devoir de diligence</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La coopérative signe un engagement par écrit au respect des normes d'approvisionnement responsables de l'EGC.</li> <li>• La coopérative met en place une structure de gestion du processus de devoir de diligence et d'approvisionnement responsable.</li> <li>• La coopérative suit les formations proposées par l'EGC sur l'application de la norme EGC.</li> <li>• La coopérative coopère pleinement avec l'EGC pour mettre en œuvre les processus du système de devoir de diligence.</li> <li>• La coopérative s'engage par écrit à lutter contre toute forme de corruption, pots-de-vin et blanchiment d'argent.</li> <li>• Elle lutte contre toute forme de taxes informelles ou illégales demandée aux EMA ou à la coopérative ou sur les voies de transport.</li> <li>• Elle doit signaler toute tentative de contrôle ou d'imposition illégale exercé sur la coopérative ou sur les EMA.</li> <li>• La coopérative ne doit tolérer aucun travail forcé, torture, traitement cruel, inhumain ou dégradant, y compris le harcèlement, la violence et la discrimination sexuelle.</li> </ul>



<b>Traçabilité et contrôle de la production</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La coopérative tient à jour un registre de production et de transactions indiquant les poids, volumes, dates et vendeurs</li> <li>• La coopérative met en place un système de traçabilité qui garantit que la production mise en vente provient uniquement de son site d'exploitation.</li> </ul>
<b>Contrôles de sécurité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La coopérative s'appuie sur les forces de sécurité mandatées par EGC.</li> <li>• Le personnel de sécurité engagé directement par la coopérative doit être non-armé.</li> <li>• La coopérative doit signaler tout recours à la force, y compris par les forces de sécurité.</li> <li>• La coopérative doit signaler tout incident de sécurité impliquant l'usage de la force.</li> <li>• La coopérative n'engage aucun contrat de protection ou contrôle avec des forces publiques non mandatées ou des groupes armés ne faisant pas partie des forces publiques.</li> </ul>

### Gestion du site

<b>Contrôle de l'accès sur les sites miniers</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La coopérative doit tenir à jour un registre des personnes actives sur le site minier (voir exemple en annexe 5.2)</li> </ul>
<b>Gestion de la santé et sécurité au travail</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La coopérative doit interdire la consommation d'alcool et autres drogues sur le site.</li> <li>• La coopérative doit mettre en place un mécanisme d'identification et de gestion des risques de santé et sécurité au travail.</li> <li>• La coopérative doit fournir des équipements de protection individuelle (EPI) adaptés aux personnes et aux tâches.</li> <li>• La coopérative doit prévoir l'accueil des installations médicales fournies par l'EGC.</li> <li>• Les accidents et incidents doivent être consignés et signalés.</li> <li>• Les femmes enceintes doivent pouvoir travailler en sécurité sur le site.</li> <li>• La coopérative doit mettre en œuvre des formations de santé et sécurité au travail, et tenir un registre des personnes ayant été formées.</li> </ul>

## 4.4 L'acte uniforme de l'OHADA

Le Code minier de 2018 précise dans la définition que la coopérative est régie par l'acte uniforme OHADA du 15 décembre 2010, relatif aux droits des sociétés coopératives. C'est donc vers ce texte que vont se tourner les coopératives pour la mise en place de leurs opérations de gestion et gouvernance internes, notamment :

- La gestion des coopérateurs membres ;
- La forme et le contenu des statuts et du règlement intérieur ;
- Les éléments comme la durée, le siège et l'objet de la coopérative ;
- La gestion du capital, dont les apports sous diverses formes, les parts sociales ;
- La gestion des pouvoirs de l'Assemblée générale ;
- Les états financiers.

Le texte donne aussi des orientations concernant toutes les opérations réalisées avec les coopératives, notamment les fusions/scissions et acquisitions, la vente et la dissolution ou liquidation.

Dans le cas de la RDC la plupart des coopératives sont formées avec un conseil d'administration, ce sera donc le modèle qui sera pris en compte dans les modules de la formation.

## 4.5 Le guide de l'OCDE sur le devoir de diligence

Comme déjà abordé en début de ce module 1 au cours de la séance 1, Le guide de l'OCDE se base sur :

- Un ensemble d'objectifs communs pour l'ensemble des acteurs de la chaîne d'approvisionnement ;
- Une approche progressive, basée sur l'engagement continu des acteurs et la mise en œuvre d'efforts identifiables ;
- Des critères validés par le croisement des informations et la transparence des acteurs ;
- Des actions réalisées par tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement permettant d'exercer le devoir de diligence en fonction du minéral concerné et de leur position dans la chaîne d'approvisionnement.



### Que retenir de cela

Les coopératives minières actuelles sont régies par textes principaux, à savoir :

- Le Code Minier et son Règlement, qui contient le Code de conduite des coopératives minières et de l'exploitant artisanal ;
- La Norme EGC sur l'exploitation et la commercialisation du cobalt ;
- L'acte uniforme de l'OHADA relatif aux sociétés coopératives.

Une coopérative minière doit se conformer à toutes les lois et textes réglementaires relatifs à son existence, à son organisation, à ses droits et à ses obligations, et à tous les textes de lois pris en relation avec l'exercice d'une activité d'exploitation minière à caractère artisanal.

Le Code Minier offre un cadre à la pratique de l'artisanat minier et le Règlement Minier donne précisions quant à l'exercice de l'exploitation minière artisanale en ce qui concerne spécialement la mise en place des coopératives minières et de leur fonctionnement.



Le Code Minier précise dans la définition que la coopérative est régie par l'acte uniforme OHADA relatif aux droits des sociétés coopératives. L'acte uniforme comprend deux parties relatives aux coopératives, les dispositions générales sur la société coopérative, les dispositions particulières aux différentes catégories des sociétés coopératives.

La norme EGC est celle qui s'applique aux coopératives minières exploitant le cobalt et le cuivre.



### Testez vos connaissances

Avez-vous bien lu cette séance et voudriez-vous tester vos connaissances de nouveau ? Voici le test et n'oubliez pas que les réponses sont en annexe.






Questions	Vrai ? 	Faux ? 
Il existe une législation spécifique aux coopératives minières.		
Le système de taxes et frais est souvent géré par la province où la coopérative exerce son activité.		
Le OHADA a été modifié en 2018.		
La plupart des coopératives en RDC sont des sociétés coopératives simplifiées (sans conseil d'administration).		
La diligence selon l'OCDE est une obligation légale en RDC.		
Le manuel CTC s'applique obligatoirement à l'exploitation artisanale du cobalt.		

# SEANCE 5

## ANNEXES

### 5.1 Réponse aux exercices

#### 5.1.1 Séance 1 : testez vos connaissances

Questions	VRAI / FAUX
L'exploitation minière artisanale n'est légale que sur une ZEA.	 <b>Faux</b> C'est vrai que l'exploitation artisanale est légale sur des ZEA. Mais elle est également légale sur des PE ou PEPM avec l'autorisation écrite du concessionnaire.
Une coopérative n'est coopérative que lorsqu'elle possède ses documents légaux.	 <b>Vrai</b>
Le concept de légitimité selon l'OCDE s'applique au Congo.	 <b>Faux</b> Le concept ne s'applique pas au Congo parce que le Code Minier et son règlement régulent le secteur artisanal et sont appliqués.
Un organigramme facilite la communication et prévient des frustrations.	 <b>Vrai</b>
Les politiques de bonne foi peuvent être liées à la gouvernance, aux droits humains ou aux droits de travail.	 <b>Vrai</b>

#### Exercice 1.1

Le document s'appelle « procès-verbal » et résume ou relate ce qui a été dit, décidé ou fait au cours d'une réunion.

## Exercice 1.2

Quelles sont les six options parmi ces dix requises pour qu'une coopérative puisse exploiter légalement un site minier artisanal ?

- a. Les statuts de la coopérative**
- b. Les statistiques de production : Ceci est un document administratif / opératif de la coopérative mais ce n'est pas une obligation légale.
- c. La coopérative évolue sur une ZEA**
- d. La coopérative évolue sur un PE/PEPM avec l'autorisation verbale du concessionnaire : Le Code Minier demande une autorisation écrite.
- e. La coopérative évolue sur un PE/PEPM avec l'autorisation écrite du concessionnaire**
- f. Le registre des mineurs : Ceci est un document administratif / opératif de la coopérative mais n'est pas une obligation légale.
- g. Le règlement d'ordre intérieur**
- h. L'organigramme de la coopérative : Un organigramme a plusieurs avantages mais n'est pas une obligation légale.
- i. L'acte constitutif de la coopérative**
- j. L'agrément de la coopérative**







## Exercice 1.3

Quels sont les avantages d'un organigramme bien défini ?

- a. Clarification des rôles et des responsabilités**
- b. Prévention des chevauchements de responsabilités et des conflits d'intérêts**
- c. Respect d'une obligation légale du Code Minier : Un organigramme n'est pas une obligation légale.
- d. Facilitation de communication et prévention des frustrations**
- e. Une distribution plus facile des EPI aux mineurs : Même si un organigramme peut contribuer à améliorer la gestion des EPI, il ne facilite pas directement la distribution des EPI.
- f. Transparence de la gestion et de la structure de propriété d'une coopérative**
- g. Assurance de l'efficacité des processus de gestion et de contrôle**
- h. Tous les éléments ci-dessus



## 5.1.2 Séance 2 : testez vos connaissances

Questions	VRAI / FAUX
Pour gérer au mieux un site minier il est impératif d'avoir un bon système de gestion.	<b>Vrai</b>  Pour gérer au mieux un site minier il est impératif d'avoir un bon système de gestion défini par la mise en place de structures administratives de gestion qui soient le plus claires possible.
Un site minier comporte bien d'autres aspects que seulement l'extraction de minéraux.	<b>Vrai</b>  Il y a des routes, des points d'accès, des bureaux, des installations sanitaires, des zones de stockage, etc.
La gestion d'un site minier doit se faire impérativement par des cellules.	<b>Faux</b>  Ce module présente un système de gestion basé sur les cellules. Même si ce système est très courant et fonctionne bien, il n'est pas le seul possible.
Chaque site d'exploitation doit avoir un nombre standard de cellules.	<b>Faux</b>  Le système de gestion doit être adapté à chaque site. Une mine de 1,000 travailleurs est gérée différemment d'une mine de 100 mineurs. Selon le site, quelques cellules peuvent être combinées et être ou non nécessaires.
Le gestionnaire du site a un rôle peu important.	<b>Faux</b>  Le gestionnaire du site joue un rôle essentiel, car il est responsable face à l'assemblée générale de la coopérative.
La cellule de production et commercialisation est particulièrement importante.	<b>Vrai</b>  Cette cellule est particulièrement importante. Souvent, elle est même divisée en plusieurs équipes qui se concentrent sur différents aspects de la production.







## Exercice 2.1 - 2.3

Nom de la cellule	Rôles	Responsabilités
<b>Gestionnaire du site</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Supervision générale du site ;</li> <li>Coordonner toutes les cellules ;</li> <li>Responsabilité pour le personnel, les infrastructures et la communication.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La gestion des équipes ;</li> <li>Coordination des différentes cellules ;</li> <li>Coordonner l'intervention des agents de l'État.</li> </ul>
<b>Cellule production et commercialisation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>S'assurer que tous les aspects de la production et de la commercialisation se déroulent comme planifiés ;</li> <li>Au niveau de la production ;</li> <li>Au niveau du stockage/ transport ;</li> <li>Au niveau de la vente.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une équipe en charge des équipements ;</li> <li>Une équipe en charge de la découverte ; du creusage et d'exploitants artisanaux ;</li> <li>Une équipe en charge du stockage, du ravitaillement et de porteurs ;</li> <li>Une équipe en charge du transport et des porteurs ;</li> <li>Une équipe en charge des ventes et des manutentionnaires.</li> </ul>
<b>Cellule de sécurité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer la sécurité du site que ce soit des personnes et des structures minières ;</li> <li>S'assurer que l'exploitation respecte les normes de sécurité de l'exploitation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contrôle des entrées et des sorties ;</li> <li>Contrôle de la fréquentation des exploitants miniers et visiteurs ;</li> <li>Contrôle de l'état des structures d'exploitation ;</li> <li>Contrôle de la sécurité des équipements miniers et de support ;</li> <li>Contrôle de l'état de sécurité sur le site ;</li> <li>Gestion des incidents sécuritaires.</li> </ul>
<b>La cellule logistique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La gestion du contrôle, de l'entretien et de la distribution des équipements et matériel du site minier.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Gestion des EPI ;</li> <li>Gestion des équipements miniers ;</li> <li>Gestion des équipements de support.</li> </ul>
<b>Cellule hygiène, santé et sécurité au travail</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>S'assurer des bonnes conditions d'hygiène, de protection sanitaire et de réduction des risques de sécurité sur le site et que la politique de l'organisation et/ou de la coopérative minière en la matière est respectée ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>S'assurer que la coopérative minière respecte la réglementation et les conditions de travail.</li> </ul>
<b>Cellule Diligence raisonnable et transparence</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>S'assurer que les procédures de suivi des risques et les mesures de mitigations sont mises en place.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La gestion du travail des enfants et des femmes enceintes ;</li> <li>La mise en œuvre et le suivi de la traçabilité ;</li> <li>La conformité des procédures de diligence raisonnable et mise en œuvre des politiques ;</li> <li>L'identification et l'atténuation des risques ;</li> <li>L'élaboration des rapports de diligence et la préparation des audits.</li> </ul>
<b>Cellule Développement Communautaire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Maintenir la communication avec la communauté et faire le lien entre la communauté et l'équipe dirigeante de la coopérative.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Organiser et conduire les discussions avec les représentants des communautés ;</li> <li>Assurer le développement des programmes conjoints ;</li> <li>Assurer la communication entre la coopérative minière et la communauté ;</li> <li>Conduire la mise en œuvre des programmes ;</li> <li>Collecter et communiquer les plaintes, les besoins de l'entreprise à la communauté et vice-versa.</li> </ul>











### 5.1.3 Séance 3 : testez vos connaissances

Questions	VRAI / FAUX
Les étapes de la planification, du suivi et de l'évaluation sont primordiales pour une gestion efficace d'une exploitation.	 <b>Vrai</b>
La planification permet de définir d'une part les objectifs opérationnels et de planifier les activités.	 <b>Vrai</b>
Il est important de budgétiser la planification afin d'évaluer les besoins mais aussi la disponibilité des revenus de la coopérative ou de l'opérateur.	 <b>Vrai</b>
Le suivi est un processus externe, indépendant de la coopérative.	 <b>Faux</b>
Le suivi est effectué régulièrement et permet d'apporter des mesures rectificatives.	 <b>Vrai</b>
L'évaluation permet d'évaluer l'impact de votre projet.	 <b>Vrai</b>

### 5.1.4 Séance 4 Testez vos connaissances

Questions	VRAI / FAUX
Il existe une législation spécifique aux coopératives minières.	 <b>Vrai</b> Il s'agit du Code Minier et son règlement.
Le système de taxes et frais est souvent géré par la province où la coopérative exerce son activité.	 <b>Vrai</b>
Le OHADA a été modifié en 2018.	 <b>Faux</b> C'est le Code Minier qui a été modifié en 2018.
La plupart des coopératives en RDC sont des sociétés coopératives simplifiées (sans conseil d'administration).	 <b>Faux</b> La plupart sont des sociétés coopératives avec conseil d'administration.
La diligence selon l'OCDE est une obligation légale en RDC.	 <b>Faux</b> Ce n'est pas une obligation légale en RDC.
Le manuel CTC s'applique obligatoirement à l'exploitation artisanale du cobalt.	 <b>Vrai</b> Depuis 2020, le manuel CTC s'applique obligatoirement à l'exploitation artisanale du cobalt.

## 5.2 Exemple de registre des travailleurs

Nom et prénom	Date de naissance	N° et type de carte	Nationalité	Équipe	Poste occupé	Date et heure entrée	Date et heure sortie

## 5.3 Exemple d'un Plan de Manuel de Procédures

### Première partie : Organisation et structure de la coopérative

#### Chapitre 1 : Généralités

- 1.1 Contexte de la création de la coopérative
- 1.2 Raison sociale, structure, but et objectif global de la coopérative
- 1.3 Capital, comptabilité et opérations commerciales

#### Chapitre 2 : Présentation du manuel des procédures

- 2.1 Objectifs du manuel
- 2.2 Mise à jour du manuel
  - 2.2.1 Motifs de mise à jour
  - 2.2.2 Responsabilité de la tenue et de la mise à jour du manuel
  - 2.2.3 Méthodologie de la mise à jour du manuel
  - 2.2.4 Distribution des procédures modifiées

### Deuxième partie : Procédures administratives

#### Chapitre 3. Gestion du personnel

- 3.1 Emploi, rémunérations, indemnités et accessoires
  - 3.1.1 Catégorie et fonction de l'emploi
  - 3.1.2 Rémunération
- 3.2 Recrutement, embauche, essai, retenu pour une prestation
  - 3.2.1 Recrutement
  - 3.2.2 Embauche
  - 3.2.3 Période d'essai
  - 3.2.4 Retenu pour prestation de service et indemnité
- 3.3 Gestion de la paie

#### Chapitre 4. Contrats, absences, couverture sociale et discipline

- 4.1 Contrats
  - 4.1.1 Contrat en cours
  - 4.1.2 Contrat échu
- 4.2 Absences
  - 4.2.1 Congés
  - 4.2.2 Permission
  - 4.2.3 Maladies
  - 4.2.4 Absences exceptionnelles



- 4.3 Couverture sociale
  - 4.3.1 Caisse nationale de prévoyance sociale et Caisse de retraite
  - 4.3.2 Frais médicaux
  - 4.3.3 Décès
- 4.4 Discipline
  - 4.4.1 Horaires de travail
  - 4.4.2 Fautes professionnelles

### *Chapitre 5. Gestion administrative*

- 5.1 Missions
  - 5.1.1 Responsables ou Agents en mission
  - 5.1.2 Perdiem
- 5.2 Logistique et procédures
  - 5.2.1 Gestion des matériels roulants
  - 5.2.2 Gestion des matériels informatiques
  - 5.2.3 Gestion du matériel d'exploitation et de traitement
  - 5.2.4 Gestion des autres matériels
- 5.3 Immobilisations
  - 5.3.1 Règles de Gestion
  - 5.3.2 Réception des immobilisations
  - 5.3.3 Codification et marquage des immobilisations
  - 5.3.4 Suivi des immobilisations
  - 5.3.5 Inventaire physique
  - 5.3.6 Cession d'immobilisation
- 5.4 Approvisionnement et stock
  - 5.4.1 Achats
  - 5.4.2 Stock
  - 5.4.3 Règle de gestion de stocks
  - 5.4.4 Tenue de stocks
  - 5.4.5 Procédures d'inventaire physique des stocks

### **Troisième partie : Procédures financières et comptables**

#### *Chapitre 6. Gestion budgétaire et financière*

- 6.1 Élaboration du budget
- 6.2 Exécution et contrôle budgétaire
- 6.3 Passation des marches et procédures
- 6.4 Emploi des consultants et procédures
- 6.5 Procédure d'engagement des dépenses
- 6.7 Procédures de paiement et de gestion de la caisse
- 6.8 Gestion des contrats

## Chapitre 7. Gestion comptable

- 7.1 Organisation comptable
- 7.2 Tenue de la comptabilité
- 7.3 Les états de sortie
- 7.4 Les opérations de fin d'exercice

## Quatrième partie : Procédures opérationnelles et technique

### Chapitre 8 : Gestion de production et vente

### Chapitre 9 : Santé, sécurité et hygiène au travail

### Chapitre 10 : Gestion environnementale

### Chapitre 11 : Relations communautaires

## 5.4 Tableau de production

Date	Équipe	Volume ou poids de minerai brut	Volume ou poids de minerai traité mis à la vente	Qualité du minerai mis à la vente	Date de vente	Identité de l'acheteur	Signatures chef d'équipe et acheteur

## 5.5 Norme EGC applicable aux coopératives

### 2. Normes d'approvisionnement responsable de l'EGC applicables aux coopératives Gouvernance et gestion organisationnelles

#### Gouvernance et gestion organisationnelle

##### 2.1. Engagement responsable à l'égard des normes d'approvisionnement de l'EGC

- 2.1.1. Les coopératives minières doivent se conformer à toutes les lois et réglementations nationales en vigueur, tout en notant que certains des requis dans les normes d'approvisionnement responsable de l'EGC peuvent dépasser les lois et réglementations nationales.
- 2.1.2. Les coopératives minières s'engagent, par écrit, à respecter les normes d'approvisionnement responsable de l'EGC.
- 2.1.3. Les coopératives sont encouragées à montrer comment leur structure de gouvernance soutient ces normes, y compris au travers du processus de décisions opérationnelles relatif à ces normes.
- 2.1.4. Les coopératives minières doivent faciliter et coopérer pleinement avec les actions, contrôles, systèmes et processus de due diligence raisonnable mis en œuvre par l'EGC.
- 2.1.5. Les coopératives minières doivent signaler tout incident de contrôle ou d'imposition illégal exercé sur les mineurs, la coopérative et les autres parties liées par le gouvernement ou les forces de sécurité privées.



2.1.6. Les coopératives minières et leurs membres doivent participer à la formation fournie par l'EGC relative à l'application concrète de ces normes.

2.1.7. Les coopératives minières sont encouragées à examiner et à évaluer, de manière régulière, la mise en œuvre de ces normes et à élaborer des actions correctives, si nécessaire.

## **2.2. Les opérateurs miniers travaillent dans le cadre juridique de la RDC**

2.2.1. Les coopératives minières doivent être enregistrées et opérer soit dans une zone minière artisanale (ZMA) instituée par arrêté ministériel et affectée à la coopérative, ou dans une zone désignée au sein d'une concession privée qui a été allouée à cet effet par le titulaire de la concession. Lorsque le site minier se trouve dans le périmètre d'une concession privée, la coopérative doit apporter la preuve de l'existence d'une autorisation écrite du titulaire de la concession.

2.2.2. Les coopératives minières doivent mettre à la disposition de l'EGC tous les documents légalement requis pour l'enregistrement, y compris tous les renseignements nécessaires concernant la propriété de la coopérative.

2.2.3. Les coopératives minières doivent veiller à ce que tous les membres se conforment au Code de bonne conduite de l'exploitant artisanal mentionné dans l'Article 416 du Code Minier de la RDC, tout en notant que les normes d'approvisionnement responsable de l'EGC imposent des obligations supplémentaires dans certains domaines.

## **2.3. Toutes les taxes et autres obligations envers le gouvernement sont réglées**

2.3.1. Les coopératives minières doivent payer tous les impôts, droits et redevances juridiques au gouvernement aux fins de l'extraction, du commerce, de la manutention et du transport des minéraux. La preuve de ces paiements devra être conservée et mise à la disposition de l'EGC sur simple demande.

## **2.4. Les pots-de-vin, la corruption et le blanchiment d'argent ne sont pas tolérés**

2.4.1. Les coopératives minières ne s'engageront pas ni ne faciliteront pas les pots-de-vin, la corruption, ou le blanchiment d'argent.

2.4.2. Les coopératives minières sont encouragées à s'engager par écrit ou à formaliser une politique de lutte contre les pots-de-vin, la corruption et le blanchiment d'argent.

2.4.3. Les coopératives minières sont encouragées à développer et à promouvoir activement des procédures anticorruptions, en accordant une attention particulière aux paiements effectués dans le but de dissimuler l'origine des minerais ou d'éviter les paiements d'impôts.

2.4.4. Les coopératives minières doivent veiller à ce que les travailleurs ne soient pas soumis à des demandes de paiement de taxes informelles ou illégales, par exemple par les forces de sécurité publiques et privées sur le(s) site(s) minier(s), la direction de la coopérative ou ses associés, la chaîne d'approvisionnement interne ou le(s) point(s) de vente ni sur les voies de transport.

## **2.5. Traçabilité des matériaux**

2.5.1. Seuls les minéraux issus de zones contrôlées de la ZMA ou de la zone d'exploitation minière artisanale désignée seront fournis à l'EGC (c'est-à-dire sans assemblage, mélange ou agrégation de minerais provenant d'autres sources non déclarées/non approuvées).

2.5.2. Les coopératives minières ne doivent pas autoriser l'introduction sur le site de minéraux provenant de zones extérieures à la zone minière désignée par l'EGC. Les coopératives minières ne doivent pas dénaturer l'origine des minéraux.

2.5.3. Les coopératives minières faciliteront et coopéreront pleinement en accord avec les contrôles de traçabilité des matériaux requis par l'EGC.

## **2.6. Les coopératives minières sont encouragées à tenir**

2.6.1. Les coopératives minières sont encouragées à tenir des registres d'inventaire et de transactions indiquant les poids, volumes, teneurs de minerai, dates et vendeurs attribuables pour toute la production minérale détenue sur place et/ou transférée aux stations d'achat de l'EGC. Les données de production sont mises à jour quotidiennement, dans la mesure du possible.

## **2.7. Les dispositions de sécurité seront formalisées et contrôlées**

2.7.1. Les coopératives minières coopèrent avec les prestataires de sécurité mandatés par l'EGC.

2.7.2. Tout personnel de sécurité supplémentaire engagé directement par la coopérative doit être non armé. Les coopératives doivent conserver des registres écrits (par exemple, contrats écrits ou preuves de paiement) de tout organisme de sécurité supplémentaire public ou privé mandaté par la coopérative et les mettre à la disposition de l'EGC sur simple demande.

2.7.3. Les coopératives minières doivent s'assurer que toute occurrence de violence sur le(s) site(s), y compris les conflits entre les travailleurs sur place, le recours à la force par les prestataires de sécurité sur le site et les interventions sur le site par des groupes armés ou des forces de sécurité publique non sur le site sont signalés.

## **2.8. L'affiliation avec des forces de sécurité publique non autorisées ou des groupes armés non étatiques n'est pas tolérée**

2.8.1. Les coopératives minières ne doivent pas s'affilier à, ni se procurer du personnel et des services de toute partie responsable d'abus graves et sérieux.

2.8.2. Les coopératives minières ne doivent pas recruter de personnel ni des services auprès de militaires en service, d'autres forces de sécurité publique (sauf autorisation du Code minier de la RDC), de réseaux criminels ni de groupes armés non étatiques.

## **Gestion du site**

### **2.9. Documentation du contrôle organisationnel**

2.9.1. Les coopératives minières doivent tenir à jour un registre de toutes les personnes actives sur le site et mettre ce registre à la disposition de l'EGC sur simple demande.

### **2.10. L'exploitation minière doit être sécurisée**

2.10.1. Les coopératives minières travailleront avec l'EGC pour surveiller la profondeur des zones d'excavation, coordonner l'enlèvement des déblais et s'assurer qu'aucune zone d'excavation ne dépasse 10 mètres de profondeur.

2.10.2. Les coopératives minières doivent surveiller les travaux d'excavation et veiller à ce qu'il n'y ait pas d'influences extérieures portant atteinte à l'intégrité des parois de l'excavation ni de tunnels.

2.10.3. S'il s'avère que les zones d'excavation dépassent 10 mètres de profondeur ou présentent un dégagement des parois de la zone ou des tunnels, les coopératives minières doivent immédiatement suspendre leurs activités dans cette zone d'excavation jusqu'à ce qu'elle soit sécurisée par l'EGC grâce à l'enlèvement des déblais.

2.10.4. Les coopératives minières veillent à ce que tout le personnel sur place soit apte à travailler et non sous l'influence de l'alcool ou de drogues.



## 2.11. Les risques en matière de sécurité doivent être évalués et gérés

2.11.1. Sur une base continue et systématique, les coopératives minières doivent identifier et documenter les risques importants pour la sécurité des personnes travaillant ou autrement associés à l'exploitation minière artisanale, au traitement et au transport des minéraux sur le site minier et les risques posés à la sécurité des communautés environnantes. La documentation relative à l'évaluation des risques pour la sécurité doit être rendue disponible pour examen par l'EGC sur simple demande.

2.11.2. Les coopératives minières doivent identifier des mesures d'atténuation ou des contrôles pour les risques de sécurité identifiés, documenter les mesures et contrôles d'atténuation des risques identifiés et rendre cette documentation disponible pour examen par l'EGC sur simple demande.

2.11.3. Les coopératives minières doivent veiller à ce que des équipements de protection individuelle (EPI) adéquats et adaptés aux tâches, fournis aux coopératives par l'EGC, soient distribués gratuitement à tous les travailleurs et intervenants.

2.11.4. Les coopératives minières doivent veiller à ce que les travailleurs aient accès à des outils et des équipements sûrs et adaptés aux tâches prévues.

2.11.5. Les coopératives minières doivent prendre des dispositions au sein de l'organisation de leur site pour accueillir les installations de traitement médical fournies par l'EGC.

## 2.12. Les risques en matière de santé doivent être évalués et gérés

2.12.1. Sur une base continue et systématique, les coopératives minières doivent identifier et documenter les risques importants pour la santé des travailleurs sur le site minier, y compris les travailleurs engagés dans le traitement et le transport des minéraux, ainsi que les risques posés aux communautés environnantes (par exemple, les risques causés par la circulation des véhicules). La documentation relative à l'évaluation des risques pour la santé doit être disponible pour examen par l'EGC sur simple demande.

2.12.2. Les coopératives minières doivent identifier des mesures d'atténuation ou des contrôles pour les risques sanitaires identifiés, documenter les mesures et contrôles d'atténuation des risques identifiés, et rendre cette documentation disponible pour examen par l'EGC sur simple demande.

2.12.3. Dans le respect du Code minier de la RDC, les coopératives minières doivent prendre des dispositions pour permettre aux femmes enceintes de travailler en toute sécurité sur le site.

## 2.13. Les risques environnementaux doivent être évalués et gérés

2.13.1. Sur une base continue et systématique, les coopératives minières doivent identifier et documenter les principaux risques pour l'environnement résultant de l'exploitation du site. La documentation relative à l'évaluation des risques environnementaux doit être rendue disponible pour examen par l'EGC sur simple demande.

2.13.2. Les coopératives minières doivent identifier des mesures d'atténuation ou des contrôles pour les risques environnementaux identifiés, documenter les mesures et contrôles d'atténuation des risques identifiés, et rendre cette documentation disponible pour examen par l'EGC sur simple demande.

2.13.3. Les coopératives minières doivent s'assurer que les activités de lavage des minéraux ne contaminent pas les sources d'eau et que les installations de lavage soient situées à au moins 500 mètres des sources d'eau utilisés par les personnes ou les animaux et à au moins 20 mètres de toute autre source d'eau (comme l'exige le Règlement minier de la RDC 2018).

2.13.4. Les coopératives minières doivent veiller à ce que les déchets sur place soient gérés de manière adaptée afin d'atténuer les dommages causés aux personnes et/ou à l'environnement.

## **2.14. Les accidents et les incidents doivent être signalés**

2.14.1. Les coopératives minières doivent enregistrer tous les incidents survenus sur le site qui n'ont pas causé de blessures, mais qui ont eu ou auraient pu avoir un impact important sur les personnes, les biens, les opérations du site ou l'environnement.

2.14.2. Les coopératives minières enregistrent les détails de tout accident survenu sur le site ou associé à l'exploitation du site. Les détails comprendront une description de l'accident, des détails sur le personnel touché et sur la réponse de la coopérative minière (par exemple, les soins médicaux fournis).

2.14.3. Les coopératives minières doivent prévenir l'EGC le plus tôt possible, dans un délai maximal de 12 heures à compter de la survenance d'un accident ou d'un incident grave. Les accidents ou incidents graves peuvent inclure, sans toutefois s'y limiter :

- Un décès
- Une blessure nécessitant une hospitalisation
- Un risque qui aurait pu entraîner la mort ou des blessures graves
- Un accident de la route impliquant un véhicule minier et causant des blessures ou la mort à un membre du public
- Un incident de sécurité impliquant l'usage de la force par des services de sécurité étatiques ou privés
- Un incident de sécurité impliquant des groupes armés non étatiques sur le site
- Un déversement important de produits chimiques susceptible de causer des dommages environnementaux à long terme ou étendus.

2.14.4. Les coopératives minières doivent enregistrer tous les incidents liés à la sollicitation de paiements non-officiels, sous forme de contribution en nature (minéraux), de faveurs sexuelles ou tout autre avantage injustifié par les représentants du gouvernement, les forces de sécurité publiques ou privées, la direction de la coopérative ou tout autre personnel du site, et reporter ces incidents auprès de l'EGC dans les meilleurs délais.

2.14.5. Les coopératives minières doivent coopérer dans le cadre du processus d'enquête qui sera mené par l'EGC ou ses mandataires et s'engager à procéder à toute correction si nécessaire.

## **2.15. L'accès au site doit être contrôlé**

2.15.1. Les coopératives minières doivent veiller à ce que les personnes sur le(s) site(s) minier(s) détiennent les permis et/ou enregistrements pertinents requis par la loi (par exemple, enregistrement auprès des autorités réglementaires compétentes, possession de permis de négociants/ revendeurs et d'exploitants artisanaux, etc.).

2.15.2. Les coopératives minières exigeront que tous les travailleurs soient enregistrés auprès de la coopérative et portent sur eux, à tout moment, une carte d'identité valide délivrée par la coopérative. Les personnes sans carte d'identité valide ne seront pas autorisées à entrer sur le site minier.

2.15.3. Les coopératives minières ne doivent pas autoriser les personnes de moins de 18 ans à accéder au(x) site(s), y compris, mais sans s'y limiter : les zones de production minière, les zones d'excavation, les décharges de déchets minéraux, les stations de lavage/traitement, les stations d'achat ou les véhicules transportant du minerai ou d'autres matériaux connexes.





## **2.16. Une formation à la sécurité en milieu de travail doit être organisée**

2.16.1. Les coopératives minières doivent accueillir, fournir et/ou superviser la formation et l'assistance technique de tous les travailleurs sur le site concernant les risques auxquels ils sont confrontés ou que les activités minières présentent pour la communauté environnante.

2.16.2. Les coopératives minières doivent tenir des registres de la formation dispensée aux travailleurs sur place, y compris les sujets traités. Ces enregistrements doivent être mis à la disposition de l'EGC sur simple demande.

2.16.3. Les coopératives minières sont encouragées à inclure dans les registres de formation les détails des personnes qui ont suivi la formation.

## **2.17. Les normes de travail et les conditions de travail doivent être contrôlées**

2.17.1. Les coopératives minières ne toléreront aucun travail de personnes mineures, travail forcé, ni torture, traitement cruel, inhumain ou dégradant, y compris le harcèlement, la violence et discrimination sexuelle et sexiste.

2.17.2. Les coopératives minières sont encouragées à collaborer avec les travailleurs pour sensibiliser et décourager les problèmes énoncés ci-dessus.

2.17.3. Les coopératives minières ne permettront aucun travail sur le site avant ou après les heures de travail autorisées. Les heures de travail autorisées doivent être comprises dans les heures de jour.

2.17.4. Les coopératives minières doivent mettre en place des contrôles garantissant que les travailleurs ne travaillent pas plus de 60 heures par semaine et six jours par semaine.

## **2.18. L'accès à un dispositif de gestion des doléances et des réclamations doit être fourni**

2.18.1. Les coopératives minières doivent fournir ou faciliter l'accès à un mécanisme de réclamation qui permet aux travailleurs, aux membres de la communauté locale et aux tiers parlant au nom de ceux qui ne sont pas susceptibles ou en mesure de se déclarer eux-mêmes (comme les enfants) de soulever librement et anonymement des préoccupations relatives aux activités opérationnelles.

2.18.2. Les coopératives minières sont encouragées à documenter l'ensemble des réclamations et à mettre en œuvre un processus de gestion pour examiner, hiérarchiser et répondre à ces griefs.

2.18.3. Les coopératives minières veilleront à ce qu'il y ait des mesures de sauvegarde adéquates pour protéger ceux qui soulèvent des griefs contre les représailles ou autres sanctions de la part d'individus ou d'organisations faisant l'objet de la réclamation en question.

## 5.6 Code et Règlement minier applicable à l'exploitation minière artisanale

### 5.6.1 Code minier du 9 mars 2018

Modifiant et complétant la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code minier.

Réf	Article	Contenu	Administration
Titre II Article 26	Éligibilité à l'exploitation artisanale	L'activité minière artisanale est accessible à toute personne majeure de nationalité congolaise, ou de nationalité étrangère ayant un domicile dans le territoire national, ou toute personne morale ayant son siège dans le territoire national (pour l'achat et la vente dans ce dernier cas).	Division provinciale des mines
Article 27	Non-éligibilité à l'exploitation artisanale	Ne sont pas éligibles à l'activité d'exploitation minière artisanale Les agents et fonctionnaires de l'État, les magistrats, les membres des forces armées, les agents de la police nationale et des services de sécurité, les employés des organismes publics ayant un rapport avec l'exploitation minière.	Division provinciale des mines
Article 30	Empiètements des périmètres miniers	(Alinéa e) le périmètre d'une zone d'exploitation artisanale peut être superposé sur le périmètre d'un droit minier ou de carrières avec l'autorisation expresse et écrite du titulaire. Dans tous les cas, le titulaire est tenu de déposer concomitamment une demande de renonciation sur la partie du périmètre empiétée par la zone d'exploitation artisanale	Cadastre minier
Titre IV, article 109	Institution d'une ZEA	L'attribution d'une ZEA est réservée aux périmètres qui ne peuvent pas être exploités de manière industrielle ou semi-industrielle. Un périmètre minier ou de carrière en cours de validité ne peut pas être transformé en ZEA. Inversement, tant qu'une ZEA existe sur une zone donnée, aucun titre minier ou de carrière ne peut y être octroyé.	Cadastre minier
Article 111	Accès à la ZEA	Seules les coopératives minières agréées sont autorisées à y accéder pour exploiter toute substance minérale classée en mines.	Ministère des mines
Article 111bis	Carte d'exploitant artisanal des mines	Elles sont délivrées par le Ministère provincial des mines moyennant un engagement à respecter la réglementation du Règlement minier et un droit fixe. Sa durée est d'un an.	Ministère provincial des mines
Article 112	Obligation de l'exploitant artisanal	L'EMA est tenu de respecter les normes en matière de HSST, d'utilisation de l'eau et de protection environnementale édictées par le Règlement minier.	Division provinciale des mines
Article 113	Transformation des produits de l'exploitation artisanale	L'agrément au titre de coopérative minière n'autorise pas son détenteur de transformer les produits de l'exploitation artisanale. Toutefois, la transformation des produits par la coopérative minière agréée peut se faire moyennant une autorisation préalable accordée par le ministre.	Ministère des mines



Réf	Article	Contenu	Administration
Article 114 bis	Coopérative minière	<p>La coopérative minière agréée est autorisée à exploiter toute substance minérale exploitable artisanalement et à la commercialiser localement conformément aux dispositions du présent Code et de ses mesures d'application.</p> <p>Un droit fixe dont le montant est déterminé par voie réglementaire est perçu lors de l'agrément.</p> <p>La demande d'agrément doit contenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Les statuts dûment notariés de la coopérative d'exploitants artisanaux signés par les fondateurs ;</li> <li>– La liste reprenant les noms et adresses des fondateurs ;</li> <li>– La photocopie certifiée conforme de la carte d'exploitant artisanal de chaque membre ;</li> <li>– le procès-verbal de l'assemblée générale constitutive ;</li> <li>– les noms, adresse et profession des dirigeants ;</li> <li>– la preuve de l'adhésion libre de chaque membre au groupement d'exploitants artisanaux ;</li> <li>– la preuve que les conditions d'adhésion au groupement ne sont pas prohibitives ;</li> <li>– les preuves de versements effectués au titre de souscription au capital social ;</li> <li>– les moyens techniques et financiers ainsi que les ressources humaines que la coopérative entend mettre en œuvre pour la réalisation de ses objectifs.</li> </ul> <p>Il faut en outre que la coopérative soit constituée conformément à l'acte uniforme de l'OHADA, composée au minimum de 20 personnes physiques et avoir pour objet social principal les activités minières.</p>	Division provinciale des mines
Article 115	Détention et transport de produits de l'exploitation artisanale	<p>Le transport et la détention ne sont possibles que dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– La personne détient une carte d'exploitant artisanal et agit pour le compte d'une coopérative minière ;</li> <li>– La personne possède une carte de négociant valide ;</li> <li>– La personne est un acheteur agréé par un comptoir d'achat, d'une entité de traitement ou de transformation agréée ;</li> <li>– La personne est gérant ou préposé d'une coopérative minière.</li> </ul>	Division provinciale des mines
Titre IX, Article 261	Régime douanier et fiscal applicable à l'exploitation artisanale	Il est régi par le Règlement minier	

## Règlement minier

Réf	Article	Contenu	Administration
Titre IX, chapitre I, article 223	Portée de la carte d'exploitant artisanal	Utilisation possible du bois et des eaux d'après code de conduite	
Article 224	Demande de la carte d'exploitant artisanal	Formulaire à remplir et à associer avec : – l'engagement à respecter la réglementation environnementale, hygiène et sécurité, le code de conduite de l'exploitant ; – La carte expirée ; – 2 photos d'identité ;	Ministère provincial des mines
Article 233 ter	Demande d'agrément de coopérative	Formulaire qui contient les points suivants : – les dénominations, date de création, adresse de la coopérative minière et/ou des produits de carrières ; – les identités complètes, adresse et autres coordonnées des membres fondateurs ; – la zone d'exploitation artisanale et les substances minérales pour lesquelles l'agrément est demandé ; – l'engagement de respecter la réglementation en matière de protection de l'environnement, de l'hygiène et de la sécurité dans les zones d'exploitation artisanale.	Pour le Ministre, Division provinciale des mines
Article 233 sexies	Accès à la zone d'exploitation artisanale	Seuls les membres d'une coopérative minière peuvent accéder à la ZEA pour exploiter. Il faut avoir une carte d'exploitant en cours de validité et s'engager à respecter le code de conduite de l'exploitant artisanal	Division provinciale des mines
Article 233 nonies	Activités d'une coopérative minière	La coopérative peut : – exploiter toute substance minérale exploitable artisanalement ; – commercialiser localement les produits de la substance minérale exploitable artisanalement ; – transporter des produits des mines et de carrières vers un centre de négoce ou une entité de traitement ; – transformer les produits miniers et de carrières moyennant une autorisation préalable accordée par le Ministre.	Division provinciale des mines
Chapitre IV, Article 536 bis	Redevables visés	La coopérative et l'exploitant minier artisanal sont soumis au régime douanier, fiscal ainsi qu'aux recettes non-fiscales applicables	Ministère national et provincial des mines
Article 537	Les recettes et taxes applicables	Pour les coopératives minières : – les droits d'entrée et la TVA à l'importation pour le petit matériel, équipements, liés à l'exploitation artisanale ; – les droits d'entrée pour réactifs ; – la taxe rémunératoire sur la carte d'exploitant artisanal ; – la taxe d'agrément d'une coopérative minière ; – la redevance annuelle anticipative pour le maintien de validité d'une coopérative minière.	Douanes, Division provinciale des mines
Article 538	Régime fiscal	La coopérative minière est exonérée de l'impôt sur les bénéfices et profits. Elle est soumise aux autres impôts conformément au droit commun.	Ministère provincial des mines



### 5.6.3 Déclaration de l'exploitant artisanal

#### ANNEXE V : DÉCLARATION DE L'EXPLOITANT ARTISANAL

a) Nom de la zone d'Exploitation Artisanale : \_\_\_\_\_

b) Territoire administratif : \_\_\_\_\_

c) Nom de l'exploitant artisanal : \_\_\_\_\_

d) Postnom (prénom) : \_\_\_\_\_

e) Carte d'exploitant artisanal No : \_\_\_\_\_

f) Age : \_\_\_\_\_

g) Lieu de résidence : \_\_\_\_\_

h) Emplacement des opérations :

---



---



---

i) Minerais recherchés :

---



---

j) Méthodes et outils de recherche et d'exploitation à utiliser :

---



---

k) Méthodes de séparation du minerai prévues :

---



---



---



---

l). Membres de la famille de l'exploitant artisanal vivant avec lui :

	Nom et Postnom	Sexe	Âge	Activité principale	État de santé
1.					
2.					

	Nom et Postnom	Sexe	Âge	Activité principale	État de santé
3.					
4.					
5.					
6.					
7.					
8.					
9.					
10.					
11.					
12.					
13.					
14.					
15.					

Signature : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_

# MODULE 1

ADMINISTRATION ET GESTION DE  
L'EXPLOITATION PAR LA COOPÉRATIVE MINIÈRE

